

Sénégal et Qatar 2022 : Jouer pour Sadio Mané...et pour l'Afrique

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 21 NOVEMBRE 2022

1227

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Jamais, depuis la chute de IBK, la Transition en cours au Mali n'a été soumise à autant de critiques et d'épreuves. Le long délai de grâce ou plus exactement la longue lune de miel dont bénéficient généralement les prétoiriens sont-ils terminés ? Difficile d'être péremptoire sur le sujet mais les tirs groupés sur les autorités de Transition annoncent pour le moins un avis de tempête.

Tirs groupés sur la Transition

Alerte rouge!



Crise russo-ukrainienne : Et si la solution était chinoise ?



Affaire CSDM : Mohamed Cherif Haidara terrasse Baidy Dramé à Paris



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

20 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

264

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

01

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

541 627 Vaccinations incomplètes

2 273 791 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 755

Guéris

31 927

Décès

742

dont 07 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.18



P.27



/ Une /



Tirs groupés sur la Transition : Alerte rouge !5

P.5

/ Brèves /



Ambassade des Etats-Unis au Mali : Remise de livres au ministère de l'éducation nationale du Mali11

P.11

Koulouba : Le Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État de l'OMVS a reçu le nouveau Haut-Commissaire de l'Organisation 11

P.11

Primature : L'Association des Anciens Fonctionnaires Retraités des Nations Unies reçue par le Chef du Gouvernement par intérim 11

P.11

Coopération Mali/Guinée : Le Président de la transition guinéenne a reçu le ministre Diop12

P.12

L'ancien ministre Konimba Sidibé : Gonka Kassim!!! Merci!2

P.12

GAO : Un sérieux coup porté aux bandits et trafiquants12

P.12

Manifestation contre la France : « Aujourd'hui, c'est aujourd'hui. Si la France ne bouge pas, on ne bouge pas ! », martèle un manifestant13

P.13

/ Actualité /



Gestion des crises et catastrophes : Des conseillers à la sécurité et à la protection civile outillés17

P.17

48ème édition de la réunion annuelle des services des routes : De fortes recommandations !18

P.18

Accès aux soins du diabète : Une unité de soins intensifs inaugurée20

P.20

Suspension de l'aide publique française : L'économiste Modibo Mao Macalou propose22

P.22

Affaire CSDM : Mohamed Cherif Haidara terrasse Baidy Dramé à Paris 23

P.23

/ Politique /



Menace de grèves sur l'année scolaire : La CODEM déplore la dégradation du climat26

P.26

Politique : L'A.RE.MA s'implante en commune V 27

P.27

Ben le Cerveau : Un autre crucifié de la transition ?28

P.28

Contribution : Quête d'un leadership fédérateur pour le Mali

La nouvelle occurrence 29

P.29

Lancement du livre Mali : Société, la Justice et nous 35

P.35

/ Culture & société /



Présence française au Sahel : Après le Mali, Paris va-t-il quitter le Burkina Faso ?36

P.36

Crise russo-ukrainienne : Et si 'ta solution' était chinoise ?37

P.37

/ International /



Burkina : « Il ne sera pas question de nous laisser dominer par un partenaire, qui qu'il soit », dit le Premier ministre Kyelem de Tambèla38

P.38

/ Sport /



Sénégal et Qatar 2022 : Jouer pour Sadio Mané...et pour l'Afrique44

P.44

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23


• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Tirs groupés sur la Transition

Alerte rouge!

Jamais, depuis la chute de IBK, la Transition en cours au Mali n'a été soumise à autant de critiques et d'épreuves. Le long délai de grâce ou plus exactement la

longue lune de miel dont bénéficient généralement les prétoriens sont-ils terminés ? Difficile d'être péremptoire sur le sujet mais les tirs groupés sur les autorités de Transition an-

noncent pour le moins un avis de tempête. Qu'on en juge !

« **Yèrèwolo Debout sur les Remparts** », premier thuriféraire des 5 colonels de Kati et de leur chef Assimi Goïta se mue en premier opposant et se radicalise de plus en plus. Ceux qui étaient portés aux nues par ce mouvement sont aujourd'hui trainés dans la boue. Au point qu'une riposte sous forme de manifestation – spontanée ou téléguidée – demandant son exclusion du CNT est organisée contre son leader, le tonitruant Adama Diarra dit Ben le Cerveau depuis la ville-garnison de Kati qu'il partage d'ailleurs avec la junte. Et il menace à son tour de riposter. Va-t-il connaître le



même sort que Issa Kaou N'Djim et dans l'affirmative, rien ne laisse croire qu'il se laissera faire. Or, il en sait des choses ce Ben.

Dans la même veine, le **Collectif pour la Refondation du Mali (COREMA)**, soutien aussi excessif que déterminé depuis toujours tire à boulets rouges sur la Transition et « **invite les autorités de la transition à se soustraire de la distraction et à se focaliser sur la refondation objective du Mali** » tout en recommandant « **sincèrement aux autorités de la transition de résister aux volupés subjectives de la politique politicienne et surtout de rester fidèle à l'esprit du MaliKura et de s'assumer en conséquence** ». Veut-il parler de trahison des idéaux initiaux? Master Soumi, activiste habituellement mesuré et loin de « la chose politique » est lui aussi monté au créneau pour fustiger la gouvernance actuelle. Il a été relayé dans ses critiques par d'autres activistes beaucoup plus virulents.

Des jeunes du M5-RFP, dont l'activiste Amara Bathily n'en disent pas moins. Leur message a été porté et amplifié par Abdel Kader Maiga, membre du Comité stratégique, même si celui-ci a pris la précaution d'affirmer qu'il parlait en son nom propre. A travers son message « **personnel** » non démenti, on peut s'interroger sur la bonne santé des relations entre le M5-RFP et les militaires de Kati. Les 48 heures de grève à Gao et Ménaka, initialement imputée à des dirigeants du mouvement de Choguel Maiga, avant des démentis, n'ont rien arrangé.

Les grèves et préavis de grèves aussi s'accu-

mulent à nouveau. Ainsi les deux syndicats de la Magistrature, le Syndicat Autonome de la Magistrature (SAM) et le Syndicat Libre de la Magistrature (SYLIMA) entendent entamer un « **mouvement commun d'arrêt de travail dans toutes les juridictions de la République du Mali, et ce, à compter du 29 Novembre 2022 à 07H30 min pour une durée de 5 jours ouvrables reductibles en tant que de besoin** ». Autant parler d'une grève illimitée qui ne dit pas son nom. Et ce d'autant plus que la Référence Syndicale des Magistrats (REFSYMA) et l'Association Malienne des Procureurs et Poursuivants (AMPP) ont décidé de se joindre à la grève projetée. Autant dire que les portes des tribunaux et autres cours de justice seront fermées. L'Association des Élèves et Etudiants (AEEM) dont les sorties sont particulièrement redoutées, non seulement a déjà perturbé les cours la semaine dernière, vient de « **décréter une**

sortie nationale de 120 heures renouvelables à partir du lundi 21 novembre 2022

». La sortie nationale pour l'AEEM concerne malheureusement même les jardins d'enfants. Ces états- d'âmes et frustrations prospèrent sur le terreau de la grogne de nombreuses couches sociales provoquées par l'avant-projet de la nouvelle Constitution. Le monde religieux et les Maliens établis à l'extérieur sont à l'avant- garde de cette défiance.

Last, but not least, la baisse ou plus exactement l'absence de pouvoir d'achat provoque, alimente et aggrave toutes ces déceptions, frustrations, colère.

Et malheureusement, le gouvernement n'a pas un sou vaillant en caisse pour apporter la moindre réponse. L'alerte rouge ne serait-il donc qu'un euphémisme ? Ne faut-il parler en réalité d'alerte maximum ?

■ **Moctar Sow**



■ Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Ind.



Hôtelière et du Tourisme

Projet de conservation, revitalisation et valorisation du textile au centre du Mali

L'inventaire du patrimoine culturel lié au textile traditionnel a débuté à Djenné

Suite à la tenue de l'atelier de formation des enquêteurs à l'inventaire du patrimoine culturel lié au textile traditionnel dogon et peulh, tenu les 25, 26 et 27 octobre 2022, les travaux de terrain ont commencé à Djenné, le 1er novembre 2022. Les enquêteurs ont été répartis en quatre (4) équipes, vont, pendant douze jours, visiter les villages pour trouver les métiers à tisser, les ateliers de tissage, de bijouteries, de teinture pour les inventorier.

Les villages retenus pour l'enquête, à savoir, Kéké, Welingara, Djenné ville, Diabolo, Madiama, Promani, Bougoula et Bangassi constituent des centres importants de tissage traditionnel.

L'inventaire, la documentation et la conservation sont des activités importantes du « Projet de conservation, revitalisation et valorisation du textile au centre du Mali : cas des localités de Bandiagara et de Djenné », financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à travers le Fonds des Ambassadeurs pour la Préservation culturelle (AFCP). Un financement qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord bilatéral sur les restrictions à l'importation de matériels archéologiques de la vallée du Niger et des Falaises de Bandiagara, signé le 19 septembre 1993 entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Mali. CCOM/MACIHT



■ Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Ind. Hôtelière et du Tourisme



1ère édition de la Journée des Légitimités traditionnelles

Visite de courtoisie du ministre en charge de la Culture aux familles fondatrices de Bamako

La 1ère édition de la Journée des Légitimités traditionnelles du Mali a été célébrée le vendredi 11 novembre 2022 sur toute l'étendue du territoire national. A l'issue de cette 1ère édition, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO, a rendu une visite de courtoisie, le jeudi 17 novembre 2022, aux familles fondatrices de Bamako. L'objet de cette visite était de remercier les Légitimités traditionnelles du Mali à travers les familles fondatrices de Bamako pour leur implication et leur contribution à la mobilisation exceptionnelle des populations de Bamako. Le Ministre leur a exprimé ses vifs remerciements pour leur contribution inestimable au succès inédit de cette Journée de célébration de la fonction de Légitimité traditionnelle du Mali.

Organisée par le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, cette première édition aura été une grande réussite et a eu un éclat particulier dans le District de Bamako. Aux côtés des familles fondatrices de Bamako et de leurs alliés, se sont retrouvées des Légitimités traditionnelles de plusieurs régions et communautés de l'intérieur du pays mais aussi le Grand Sérigne de Dakar, venu du Sénégal voisin, invité d'honneur de cette première édition.

CC/MACIHT



■ Ambassade de France au Mali



Aw ka taa bulaw !

A partir de ce soir, le monde va vibrer au rythme de la Coupe du Monde 2022 au Qatar ! On a hâte de voir les Bleus jouer ! Malgré l'absence regrettable du franco-malien N'Golo Kanté, il y aura toujours du talent sur la pelouse, avec Ibrahima Konaté et Ousmane Dembélé.

Ibrahima Konaté, défenseur central du Liverpool FC, est issu d'une famille malienne. Il est né le 25 mai 1999 à Paris et a grandi dans le 11e arrondissement de Paris au quartier de la Roquette. L'international français joue sa première Coupe du Monde.

L'aîlier du FC Barcelone, Ousmane Dembélé, est lui né le 15 mai 1997 à Vernon, dans le département de l'Eure, d'un père d'origine Malienne et d'une mère sénégal-mauritanienne venue de Wali Djantang (commune rurale au sud de la Mauritanie). Le champion du monde en titre jouera sa deuxième Coupe du Monde.

<https://tenor.com/PmGJ.gif>



■ Alima Dioba Togola



Le Mali remporte avec fierté le prix découverte RFI 2022 avec miss Black AD.
Ce n'est que le début ma belle
Fonnnnnnnnnce
Black AD



■ Ouverture Média - OM



OM INFO : #Humanitaire
Quelle bonne nouvelle !
Merci à Mme Fatoumata Batouly Niane, présidente du mouvement An Bi Ko.
Seydou Traoré en convalescence au Maroc.
Il y'a de celà 5 mois, l'ONG "Faites Un Geste" en partenariat avec Ouverture Média, a accepté de venir en aide au petit Seydou Traoré, à travers une vidéo (dans laquelle l'aide était sollicitée).
C'est dans ce cadre que Fatoumata Batouly Niane, la dame au cœur en or a décidé d'évacuer le petit au Maroc pour sa prise en charge.
Aujourd'hui, comme vous pouvez le voir sur l'image, la tumeur du

petit a disparu. Il est en convalescence et bientôt lui et sa maman seront de retour auprès des leurs.
À Niane, à celles et ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre, pour Seydou Traoré, FUG et OM, vous disent MERCI !



■ Moussa Mara Yelema



20 novembre 1954 - 20 novembre 2022 : depuis 68 ans nous célébrons la journée internationale des droits de l'enfant !

Les enfants sont notre avenir mais aussi et surtout notre présent. Nous devrions nous assurer que chacun de ses droits, notamment le droit à une bonne éducation, soit respecté.



■ L'Union européenne au Mali



Visite au Studio Tamani - Fondation Hirondelle
Une délégation avec à sa tête l'Ambassadeur de l'Union européenne, s'est rendue ce jour au Studio Tamani. Elle a pu visiter les locaux et échanger avec l'équipe managériale et les journalistes.



AGETIC



#coupedunumerique: 2eme édition
Ce mercredi, 16 novembre 2022, L'AGETIC a batu l'APDP par le score de 3 buts à 2. Nous sommes toujours dans les matchs comptants pour les tours préliminaires. Cette victoire augure de bonnes perspectives pour sa qualification en demi finale.
Pour ce faire, la championne sortante devra gagner au moins un des deux maths restants.
Bravo à nos champions et bonne continuation.
Toute L'AGETIC est derrière vous !



Serge Daniel



#Mali-Réseaux Sociaux/...Ridicule ...Et c'est saisonnier ou si vous voulez c'est le principe du marronnier. Les délinquants-usurpateurs des RS inventent, font des photos-montages ou comme un certain Diall parlent de fin de " liberté d'expression". Tous des crétins! Des crottes!



#Mali-Burkina-Guinée-CEDEAO/ D'après mes informations, un sommet des chefs d'Etat de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO) se tiendra le 4 décembre à Abuja au Nigéria. Parmi les dossiers à l'ordre du jour, la Guinée, le Mali et le Burkina Faso.

Wassim Nasr



#Sahel l' #El revendique un affrontement avec le #JNIM dans une localité frontalière entre le #Mali et le #BurkinaFaso le samedi 12 nov « 80 morts, 6 véhicules capturés et une importante quantité d'armes et de munitions »



Cheick Tidiane DIARRA



Devoir de mémoire | Assassinat de #Kadhafi
Le #Qatar a financé l'opération militaire de la France en Libye et l'assassinat du col. #Kadhafi en 2011, pour un montant de 300 millions €. Autrement dit, le Qatar a acheté le service #militaire de la France pr assassiner #Kadhafi.

Issa Kaba



Un officier m'a confié hier soir ce qui suit : il est facile d'accéder au pouvoir mais le plus difficile reste de le quitter en entier avec honneur et dignité et en bon terme avec ses concitoyens.
Que Dieu donne la force à ceux qui ont le pouvoir de le quitter avec honneur et dignité.



■ Geneviève Goëtzinger



Dites-moi #Mali @GoitaAssimi vous ne voyez pas le paradoxe à interdire la diffusion sur votre territoire de @RFI et à vous féliciter que le @Prix-Decouvertes décerné par cette radio, récompense cette année une artiste malienne, qui reçoit ainsi une consécration internationale ?

MINISTRE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

18 NOV 2022
Bamako, le

COMMUNIQUE DE PRESSE

MUSIQUE : Black AD, lauréate du Prix Découvertes RFI 2022

Le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme a le plaisir de porter à la connaissance du public que la culture malienne vient d'être honorée à travers l'artiste-musicienne Black AD, lauréate du « Prix Découvertes RFI 2022 ».

Agée de 19 ans seulement et connue sous le nom Black AD, Hawa DIALLO a été choisie, ce 18 novembre 2022, parmi les 10 finalistes de cette édition du « Prix Découvertes RFI », qui avait mis en compétition plus de 2000 jeunes artistes musiciens venant de toutes les régions d'Afrique.

Révélee par sa chanson intitulée *Mali*, Black AD, est une jeune artiste engagée qui met en chanson des thèmes aussi actuels que pertinents comme le rôle de la Jeunesse, la cohésion sociale et le vivre ensemble. Son style vestimentaire particulier, alliant modernité et tradition, est une ode à l'artisanat textile malien.

Cette distinction traduit à la fois la reconnaissance internationale de la richesse de la culture malienne et le génie créateur malien, un motif de fierté pour le peuple malien.

Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme saisit l'occasion pour adresser ses vives félicitations et ses remerciements à Hawa DIALLO dite Black AD pour avoir porté haut le flambeau de la culture malienne à travers sa musique.



Le ministre,
Andogoly GUINDO
Officier de l'Ordre national

Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme - Cité administrative Bâtiment N°65 BP E4075
Bamako Rep. du Mali - Tél : (+223) 20 01 50 00 - Site : www.culture.gouv.ml - Email : ministredelaculture.mali@gmail.com

■ Adam Dicko



Vraiment cette histoire de VAR va gâter le football ! Puffff! #WorldCup2022

■ Yeah Samake



#Pelerinage2022 AMIS, A l'occasion de la 51^{ème} Edition du Pèlerinage, je me suis joints à la Communauté Chrétienne Catholique en communion de prières pour la paix et la Stabilité au Mali et surtout pour l'Amour dans les cœurs de chaque malienne et chaque malien.

Fasse le ciel que les plus hautes autorités de la Transition puissent toujours se rappeler que #DIRIGERCESTSERVIR



CHERS AMIS,
Je suis bien arrivé à #Kita au #Mali.
Salutations d'usage chez Daouda Maiga, Gouverneur de la Région de Kita.
#Pelerinage2022



**Ambassade des Etats-Unis au Mali :
Remise de livres au ministère de
l'éducation nationale du Mali**



Ne dit-on pas que l'apprentissage de la lecture dans sa langue est la meilleure manière de renforcer la confiance et préparer les élèves à la réussite ? Fort de ce constat, le Chargé d'Affaires de , M. Brian Neubert a procédé, ce matin, à la remise symbolique de livres pour enfants au Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale du Mali, M. Kinane AG Gadeda. Cette remise s'inscrit dans le cadre du projet Global Book Alliance in Action (GBAIA) de ; une initiative de soutien à la production de littérature en langue Bamanankan pour enfants et jeunes au Mali. Aujourd'hui, ce projet a permis à 200 écoles de la région de et du district de de disposer de 100.800 livres, soit 504 exemplaires par école. Ainsi, les élèves ont l'opportunité de s'exercer à la lecture dans leur langue et de développer l'amour pour la lecture. Il a également permis de renforcer les capacités techniques et commerciales des éditeurs maliens et celles des auteurs et illustrateurs qui ont participé à la production des titres. « En incitant les auteurs à écrire pour les jeunes sur des sujets du Mali, en formant des éditeurs et en stimulant l'industrie du livre à travers la publication de plus de 100 000 exemplaires de livres pour enfants, l'USAID vient de jeter les bases d'une nouvelle industrie robuste du livre dans le pays...Parfois, pour pouvoir allumer un feu, il faut juste une étincelle. Nous espérons que GBAIA sera cette étincelle pour le Mali », a souligné dans son allocution, le Chargé d'Affaires, M. Brian Neubert.

Source : USAID

**Koulouba : Le Président en exercice de la
Conférence des Chefs d'État de l'OMVS a
reçu le nouveau Haut-Commissaire de
l'Organisation**



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé une audience, ce vendredi 4 novembre 2022, au nouveau Haut-Commissaire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), le Mauritanien, Mohamed Abdel VETAH. « Je viens d'avoir l'honneur d'être reçu par Son Excellence le Président Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OMVS », s'est réjoui le nouveau Haut-Commissaire de l'OMVS, qui a été reçu par le Chef d'Etat malien au lendemain de sa prise de fonction. Mohamed Abdel VETAH était donc venu non seulement pour remercier le Président GOÏTA, et à travers lui, les Chefs d'Etat de la Guinée, du Sénégal et de la Mauritanie « pour cette confiance et cette exaltante mission », qui vient de lui être confiée. Cette visite avait également pour objet de recueillir les orientations du Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OMVS. Selon le nouveau Haut-Commissaire de l'OMVS, le Président malien de la Transition a instruit d'avancer dans les différents projets, notamment la navigation, et d'en faire une priorité. « Je sors de cette audience pleine d'espoir pour cette organisation, qui est un outil formidable d'intégration régionale et africaine », a conclu Mohamed Abdel VETAH.

Source : Présidence de la République

**Primature : L'Association des Anciens
Fonctionnaires Retraités des Nations
Unies reçue par le Chef du Gouvernement
par intérim**

Le Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga a reçu, ce mercredi 16 novembre 2022, une délégation de l'Association des Anciens Fonctionnaires Retraités des Nations Unies conduite par son Président Pr Bah Keïta.

Le Colonel Abdoulaye Maïga a demandé aux membres de l'association d'apporter leur expertise, et leur savoir-faire, au Gouvernement, dans leur domaine de compétence respectif. « Vous connaissez le Mali et les Nations Unies, et nous devons tirer profit de votre présence et de votre expertise, nous serions heureux de donner plus de place à votre asso-



ciation » a-t-il ajouté.

Les anciens diplomates envisagent l'organisation prochaine d'un forum sur le " droit à la santé" une initiative que le Premier ministre par intérim n'a pas manqué de saluer.

Source : CCRP/Primature

Coopération Mali/Guinée : Le Président de la transition guinéenne a reçu le ministre Diop



En marge de la 9ème session de la Grande Commission Mixte Guinée-Mali, le Président de la Transition, Président du CNRD, Chef de l'Etat, Chef suprême des Armées, Son Excellence le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, a reçu en audience, le jeudi 17 novembre 2022, la délégation ministérielle du Mali, conduite par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP.

Lors de cette rencontre, le Ministre DIOP et son Homologue guinéen, Son Excellence Dr. Morissanda KOUYATE, ont rendu compte au Président guinéen des importants résultats atteints lors des travaux de la Grande Commission Mixte, y compris les dix Accords signés ainsi que les engagements pris en vue de favoriser la concrétisation des projets à impact direct et durable en faveur des populations des deux pays.

Source : Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

L'ancien ministre Konimba Sidibé : Gonka Kassim!!! Merci



Les pires adversaires du changement de gouvernance, soutiens jusqu'au boutiste de IBK qui ont durement clashé le M5-RFP jusqu'à la chute de son régime ne peuvent pas porter le projet de rupture avec les mauvaises pratiques de gouvernance et l'avènement du Mali Kura, ils ne peuvent pas en être des « wanès » crédibles. C'est une imposture doublée d'opportunisme pour ne pas rendre compte de leur prédation des ressources publiques, continuer à en jouir et faire échouer notre Projet pour la transition politique.

Mais le peuple finira par tout comprendre si tous ceux qui veulent sincèrement le changement jouent pleinement leurs partitions ds cette lutte pour le changement de gouvernance. Et une victoire décisive et durable sur les fossoyeurs du pays sera alors possible. Engageons-nous tous dans cette voie avec détermination, patience et persévérance.

Le bien finit toujours par triompher sur le mal.

Konimba SIDIBÉ

GAO : Un sérieux coup porté aux bandits et trafiquants

Déjà en proie au terrorisme, Gao vit aussi sous le joug du banditisme. Un phénomène aggravant la situation sécuritaire que les autorités tentent d'endiguer, comme le rapporte la Dirpa, dans le cadre de la sécurisation des personnes et de leurs biens.

La Direction des Relations publiques de l'Armée (Dirpa) vient de saluer la prouesse d'une patrouille menée dans la nuit du 9 au 10 novembre 2022 dans la Cité des Askia. Cette patrouille qui aurait mobilisé 177 éléments des Forces de Défenses et de Sécurité pour pouvoir minutieusement fouiller la ville de fond en comble aura permis la saisie d'une importante quantité de produits prohibés et l'interpellation de plusieurs suspects des réseaux de trafiquants et du banditisme. A en croire les chiffres avancés par la Dirpa, la moisson est d'un pistolet automatique de fabrication artisanale, de 218 briques de chanvre indien, de 67 cartons de médicaments contrefaits, de 2 automobiles ainsi que



4 motos. En outre, 8 personnes seraient également interpellées et mises à la disposition de la police pour les besoins d'enquêtes.

Cette opération, s'inscrivant dans le cadre de la poursuite de la patrouille mixte urbaine d'envergure, a été rondement dirigée par un duo de Colonels : Famouké Camara, Commandant du Pciat-Est, Issa Bagayoko, Commandant de la Zone de défense n°1, et vivement saluée par la population locale.

A.C. / Source : Mali Tribune

**Manifestation contre la France :
« Aujourd'hui, c'est aujourd'hui. Si la
France ne bouge pas, on ne bouge pas ! »,
martèle un manifestant**

De nombreux manifestants sont une fois de plus descendus dans les rues de Ouagadougou ce vendredi 18 novembre 2022 pour réclamer pour la énième fois le départ de la France. Les événements se produisent en plein centre-ville de la capitale, plus précisément en face de l'ambassade de France.

C'est à coup de sifflets, de vuvuzelas et de slogans du genre "A bas la France", que de jeunes manifestants ont pris d'assaut la devanture de l'ambassade de France, réclamant hic et nunc que la France « rentre chez elle ». « Depuis longtemps nous avons dit que nous ne voulons plus de la France dans notre pays. C'est la France qui est la source de nos malheurs. Tous les jours on sort, mais ils sont toujours là. Mais aujourd'hui là, c'est aujourd'hui. Si la France ne bouge pas, on ne bouge pas », a martelé l'un des manifestants. Rappelons que si c'est dans la soirée que le nombre de manifestants a commencé à grossir, les manifestations ont débuté depuis le matin, aux environs de 8h. Les forces de l'ordre sont sur place pour contenir la furie des masses. Après moult tentatives de négociation avec les manifestants, leur demandant de se retirer, ils ont fini par tirer des grenades lacrymogènes



pour disperser les foules qui, visiblement, s'expriment violemment en lapidant de gros morceaux de cailloux dans la cour de l'ambassade. « Cela fait la quatrième fois que les gendarmes ont jeté du gaz, mais on est toujours là. Quand ça va finir on va voir ce qu'ils vont faire maintenant », s'écrie un manifestant.

Pour l'instant, la rue n'en démord pas. Aux quatre coins de l'ambassade, les gendarmes ont placé leurs pick-up et sécurisent le périmètre. Les manifestants aussi sont aux aguets. Ils disent être prêt à tout, même à y passer la nuit s'il le faut. « Ce qu'on veut seulement c'est que la France dégage ! »

Erwan Compaoré / Source : Lefaso.net



www.malikile.com



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, à cet effet, des rapports à l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite à donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI à sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance d pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte à travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs

- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2. Expérience :

Avoir au moins 08 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3. Connaissance informatique :

Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4. Condition d'âge :

Etre âgée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée à Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- un CV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation et des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé **au plus tard le 18 novembre 2022 à 16 heures GMT** au Bureau d'Accueil et d'Orientation de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.



Ministre de la Refondation de l'Etat - MRE



SIGRH

Projet SIGRH : Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines

Suite au lancement officiel du Projet **SIGRH - Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines** de l'Etat et des Collectivités Territoriales le 24 mai 2022 par le Président de la Transition, Chef de l'Etat le **Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions - MRECR** a l'honneur de vous informer du démarrage de la phase de **Recensement des Agents de l'Etat et des Collectivités Territoriales** sur toute l'étendue du territoire national et dans les missions diplomatiques et consulaires.

Au cours de cette opération, qui se déroulera **du Jeudi 1er septembre 2022 au 30 novembre 2022**, une **Fiche Individuelle de Collecte de Données** sera soumise par les différents Chefs de service compétents à chaque Agent concerné de leur ressort afin de la renseigner.

La fiche dûment renseignée doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- **une copie de l'Arrêté d'intégration ou de la décision de recrutement ;**
- **une copie justifiant la position statutaire ;**
- **une copie de la carte NINA ou de la Fiche descriptive individuelle du RAVEC ;**
- **une copie de l'extrait d'acte de naissance.**

Sont concernés par le Recensement, tous les Agents de l'Etat et des Collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire national et dans les ambassades et consulats, à savoir :

- les Agents fonctionnaires et contractuels de la fonction publique de l'Etat du statut général, des statuts particuliers et des statuts autonomes, sauf des Forces de Défense ;
- les Agents fonctionnaires et contractuels des collectivités territoriales des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi et de la formation professionnelle pris en charge par l'Etat à travers le système de mise à disposition ;
- les enseignants des écoles communautaires (ECOM) et des animateurs CED, CAF, CAFé et CEI bénéficiant des appuis financiers du budget d'Etat sous forme de subventions ;
- les Fonctionnaires des collectivités territoriales du cadre de l'administration générale ; et
- les Agents contractuels des collectivités territoriales payés sur ressources propres.

Chers **Représentants de l'Etat, Agents de l'Etat et des Collectivités Territoriales, et Partenaires sociaux**, les Plus Hautes Autorités de la Transition comptent sur votre accompagnement et attachent du prix à la pleine participation de tous et de chacun à la réussite de cette opération d'une importance capitale dans la nécessaire **Refondation de la Gestion des Ressources Humaines** de notre Administration publique et parapublique.

Gestion des crises et catastrophes : Des conseillers à la sécurité et à la protection civile outillés

Le Secrétaire général par intérim du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, le Colonel Mamadou Daba Coulibaly, au nom du chef du département, a présidé, le vendredi 18 novembre 2022, la cérémonie de clôture de l'atelier de formation des Conseillers à la Sécurité et à la Protection Civile des Gouverneurs de régions administratives et du district de Bamako, sur le guide pratique de gestion des crises et catastrophes, au centre de coordination et de gestion des crises et catastrophes (CECOGEC).

Durant une semaine, les conseillers – provenant de toutes les régions administratives et du District de Bamako – ont acquis des compétences, afin d'être des points focaux ; et surtout être en mesure de délivrer le contenu pédagogique de la formation sur le guide pratique, à l'intention des forces de sécurité intérieure et de la Protection civile et des acteurs locaux, dans les différentes régions administratives du pays. Le coordinateur de l'UNITAR pour le Mali et pour l'Afrique de l'ouest, le commissaire divisionnaire de Police Baba Mariko, a saisi l'occasion pour saluer la tenue de cet atelier qui permettra, à ces désormais points focaux, d'apporter une contribution significative dans la formation des forces de défense et de sécurité et à mieux gérer les éventuelles crises

et catastrophes. Aussi, a-t-il réitéré la disponibilité de l'UNITAR à accompagner, de manière conséquente, une telle initiative. « **Dans la foulée de ces différentes formations, seront organisés des exercices de simulation de niveau opératif à l'intention des Cellules de Coordination des Opérations (CCO) et du CECOGEAC, et des exercices de simulation grandeur nature. Ceci viserait à tester les plans d'intervention d'urgence, tout en impliquant les trois niveaux de responsabilité, notamment stratégique, opératif et tactique et dont la coordination est primordiale pour une gestion efficace des situations d'urgence** » a-t-il affirmé.

Pour sa part, le Secrétaire général par intérim du ministère de la Sécurité et de la Protection

Civile, le Colonel Mamadou Daba Coulibaly, a remercié les participants, pour l'intérêt qu'ils ont porté aux thématiques et la qualité de leurs interventions, jugées à la hauteur des attentes.

« **Je salue également la bonne maîtrise des sujets abordés, la bonne appropriation des techniques et des savoirs nécessaires pour la dissémination du guide pratique de gestion des crises et catastrophes, gage du renforcement de la performance amorcée par le CECOGEAC. Votre responsabilité en tant que Conseillers à la sécurité et à la Protection Civile est immense. À ce titre, vous aurez le devoir de créer un impact positif durable en inculquant, à chaque acteur impliqué dans la gestion des crises, des connaissances, des savoir-faire et attitudes qui garantissent le respect rigoureux des plans d'intervention d'urgence visant à apporter des réponses appropriées aux situations d'urgence** », a-t-il indiqué.

Enfin, il a remercié les partenaires pour leurs appuis techniques et financiers, et qui se sont illustrés par d'importantes activités en lien avec la sécurisation des élections et la gestion des crises, à Bamako et dans plusieurs régions du Mali.

La remise d'attestations aux participants et la photo de famille ont mis à cette cérémonie.

■ Ibrahim Sanogo



48^{ème} édition de la réunion annuelle des services des routes : De fortes recommandations !

Le Ministre des Transports et des Infrastructures, Dembélé Madina Sissoko, a présidé le vendredi 18 novembre 2022, la cérémonie d'ouverture de la 48^{ème} édition de la réunion annuelle des services des routes, au centre Maeva Palace. Le thème retenu est : la protection de la voie publique et l'occupation des emprises : problématiques et solutions préconisées.

Au cours de cette réunion, les participants se sont penchés sur les points suivants : exécution des recommandations de la réunion annuelle des services des routes de 2021, la présentation du rapport d'activités 2022 de la Direction générale des routes, la présentation sur le point d'exécution des conventions de financement de l'entretien routier 2022 et du projet budget 2023, la présentation de la situation des travaux d'entretien : bilan de la privatisation de l'entretien routier et l'adoption du projet de programme d'entretien courant des routes 2023.

Il faut rappeler que la fermeture des frontières et les sanctions économiques et financières associées, suivies de la crise en Ukraine, ont affecté le budget d'Etat 2022 et gelé les

concours financiers extérieurs. Le gouvernement de transition a dû recourir à des restrictions budgétaires. Celles-ci ont eu pour effet de réduire considérablement le financement des travaux routiers et, par voie de conséquence, faire peser de sérieuses hypothèques sur l'exécution des actions de désenclavement. Malgré la crise que traverse le Mali, le département poursuit, en outre, en relation avec les partenaires techniques et financiers et institutions financières, les travaux ci-après : les travaux d'aménagement en 2x2 voies de la section Sévaré-Mopti de la route nationale n°6 (RN6), l'aménagement de 10 km de voirie à Mopti et à Sévaré, ainsi que la construction de la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodédjo, les travaux des aménage-

ments connexes dans le cadre du projet d'aménagement routier de facilitation du transport sur le corridor Bamako-Zantiébougou-Boundiali-San Pédro (Projet routier n°8 de l'UEMOA), les travaux de construction et de bitumage de la section 2 : Kaloumba-Nara (54,05 km) de la route Kwala-Mourdiah-Nara. Sur le budget national, le département a mené les actions ci-après : l'achèvement des travaux d'aménagement en 2x2 voies de la voie reliant le 3^{ème} pont de Bamako à la RN6 (3,26 km), y compris la construction d'un échangeur au croisement avec la RN6 et la réhabilitation de la section Tour de l'Afrique-Yirimadio de la RN6 (6,5 km), l'achèvement des travaux de construction et de bitumage de la bretelle Kattélé (RN7)- Kadiolo-Zégoua (32 km) et l'aménagement de 4 km de voiries urbaines dans la localité de Kadiolo, l'achèvement des travaux d'aménagement de 5 km de voiries urbaines dans la commune rurale de Kalaban Coro, l'achèvement des études techniques d'avant-projet sommaire (APS) et d'avant-projet détaillé (APD) des travaux de réhabilitation de la route Didiéni – Diéma – Sandaré et Kayes – Diboli, la poursuite des travaux de réhabilitation/renforcement du tronçon Kati-Didiéni (150 Km) de la RN3 du corridor Bamako Dakar par le Nord, le démarrage des études techniques d'avant-projet sommaire (APS) et d'avant-projet détaillé (APD) des travaux de construction de la route Fana-Nangola-Sorokôrô-Bélékô-Korodougou-fleuve Baninfining Glô (90 km), le démarrage des études techniques d'avant-projet sommaire (APS) et d'avant-projet détaillé (APD) des travaux de construction de la route Bélékô – Ména – Kignan – RN11 (137 km). Le représentant des partenaires techniques et financiers, Tioro Yagué, a remercié le gouvernement de la Transition pour la tenue de cette réunion. Illustration de leur volonté à prendre à bras le corps la question de la construction et de l'entretien routier. « **Nous avons constaté que malgré les crises, le Mali n'a pas cessé d'investir dans le secteur des routes. Nous avons espoir que cette dynamique sera maintenue pour le désenclavement du Mali** », a-t-il souhaité, avant de rassurer les autorités maliennes quant à l'accompagnement des partenaires techniques et financiers pour la réalisation d'un important projet structurant de développement.



Des actions salvatrices !

Le ministère des Transports et des Infrastructures, Dembélé Madina Sissoko déplore que les propriétés et aménagements privés, ainsi que les réseaux d'utilité publique compris dans les emprises des routes entravent souvent le déroulement normal des travaux routiers, prolongent les délais d'exécution et engendrent des surcoûts financiers à la charge de l'Etat. Ils peuvent au demeurant entraîner la suspension des travaux.

Le développement et la préservation du réseau routier constituent un objectif national. A cet effet, l'entretien des routes est hissé au rang de priorité dans son département. Toutefois, le programme d'entretien routier 2022, adopté à la 47ème édition de la réunion annuelle des Routes, a été réduit, pour cause de restrictions budgétaires, à un montant de 20 milliards de Francs CFA, sur le financement du Fonds d'Entretien Routier, affecté par la baisse de la redevance d'usage routier sur les produits pétroliers (RURPP). La redevance a été ramenée de 35 F CFA à 17,5 F CFA sur le litre de l'essence et à 6,5 FCFA sur le litre du gasoil. «

Sur instruction du Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le Colonel Assimi Goita, le Ministère de l'Economie et des Finances a mis à la disposition du ministère des Transports et des Infrastructures un montant de cinq (05) milliards de francs CFA issue des économies sur la réduction du train de vie de l'Etat pour le financement des travaux d'entretien routier dans le District de Bamako. Dans la même dynamique, des travaux d'entretien routier sont en cours d'exécution dans le cadre du second programme spécial d'entretien des routes, pour un montant de 15 milliards de FCFA. Ce programme porte sur un réseau de 355 km dont 347 km de routes revêtues et 8 km de routes en terre sur le financement du Fonds d'Entretien Routier du Mali », a-t-elle précisé.

Ces ressources, soutient le Ministère des Transports et des Infrastructures, Dembélé Madina Sissoko, ont notamment permis de réaliser des travaux de redimensionnement, de curage de certains ouvrages d'assainissement et d'entretien exceptionnel de certaines voies : les points à temps, la reconstruction et le renforcement de chaussées, le rehaus-



sement de lignes rouges, le traitement des amorces et accotements. Ces travaux ont eu pour effet de prévenir ou réduire les risques d'inondation et d'atténuer la souffrance des usagers de la route sur certains tronçons. Je demeure convaincue qu'ils sont de nature à contribuer à la sauvegarde du réseau routier et à l'amélioration du niveau de service des routes.

Des perspectives ambitieuses !

Le Ministre des Transports et des Infrastructures, Dembélé Madina Sissoko, entend poursuivre les actions de construction et d'entretien routier. « Les perspectives que nous offre l'année 2023 comprennent les activités suivantes : le démarrage des travaux de réhabilitation du tronçon Sandaré-Kayes du corridor Bamako-Dakar par le nord, le démarrage des travaux de construction et de bitumage de la route Banankoro-Dioro (45 km), le démarrage des travaux de construction et de bitumage de la route transsaharienne (RTS-Phase 2) / Bourem-Kidal, le démarrage des travaux de construction et de bitumage de la route Sévaré-Gao, section Sé-

varé-Boré (111 Km), le démarrage des travaux d'aménagement du tronçon urbain de la RN 27 à l'intérieur de Bamako, la reprise des travaux de pavage de 5 km de rue dans la Commune Rurale de Pelen-gana », a-t-elle renchéri.

S'agissant de l'obstruction des voies, l'occupation anarchique des emprises, Dembélé Madina Sissoko est formelle. « Je ne cesse de relever que l'obstruction des voies de drainage des eaux, l'occupation anarchique et illicite des emprises des routes, les dégâts causés par les tiers et les travaux de réseaux d'utilité publique constituent les principaux facteurs de dégradation des routes. Dès lors, je ne peux m'empêcher de signaler que l'arsenal juridique pour la protection et la sauvegarde du patrimoine routier a été renforcé par l'adoption du Décret n°2021-0780/PT-RM du 09 novembre 2021 fixant les modalités d'application de la Loi n°06-029 du 29 juin 2006 relative à la protection de la voie publique », a-t-elle martelé.

■ Ibrahim Sanogo

Accès aux soins du diabète : Une unité de soins intensifs inaugurée

Le Centre de lutte contre le diabète de Bamako (Banatoukoro), dispose désormais d'une unité de soins intensifs des malades du diabète. Cela grâce à un financement de la Société nationale des tabacs et allumettes (SONATAM SA) à hauteur de 14 millions de FCFA. La cérémonie d'inauguration s'est tenue le samedi 19 novembre 2022. L'événement était couplé à la remise d'un important lot de médicaments et de matériels par les acteurs du monde humanitaire.

Cette activité a enregistré la présence du représentant de la SONATAM, Thierno Hady KANTE ; du Secrétaire général de l'Association malienne de lutte contre le diabète (AMLD), Mme Cissé Kadidia KONAKE ; du représentant de la mairie de la commune III, Cheickna NIONO ; du représentant de la Fondation Orange-Mali, Samba Bakary N'DIAYE ; du représentant de Lions' Club Bamako Siqui,

Nadon COULIBALY.

L'activité s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du diabète, célébrée chaque année par la communauté internationale, le 14 novembre pour sensibiliser le grand public à la charge croissante de cette maladie et aux stratégies que l'on doit mettre en œuvre pour prévenir, et faire face à la menace qu'elle représente. Le thème retenu

pour cette édition est « Accès aux soins du diabète ».

La construction et l'équipement de cette unité, qui vise à améliorer le plateau technique du centre de lutte contre le diabète de Bamako, aura coûté 14 millions de F CFA.

En plus de sa rénovation, cette salle est équipée de deux lits de soins intensifs RÉA Électromécanique ; deux matelas Mousse-Housse Pharmatex ; deux moniteurs de surveillance 5 paramètres ; deux aspirateurs de mucosité portable électrique 1X1L. Elle dispose également d'un défibrillateur semi-auto DSA ; de quatre Portes sérum 5 branches 5 crochets ; et de deux concentrateurs d'oxygène.

Dans son discours, le représentant de la SONATAM, Thierno Hady KANTE, a déclaré que la Société nationale des tabacs et allumettes œuvre depuis longtemps aux côtés du ministère de la Santé, afin de permettre à notre pays de relever le défi de la santé pour tous. « En tant qu'entreprise citoyenne et dont l'existence se confond souvent avec l'histoire du Mali indépendant, la SONATAM, ne peut rester indif-



férente à l'atteinte de cet objectif », a-t-il rassuré.

A cet égard, il a précisé que cette inauguration de l'unité de soins intensifs du centre diabétique de Bamako témoigne, une fois de plus, de la manifestation réelle de l'engagement constant de la société à soutenir les populations les plus fragiles du pays. « Cette action s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de programmes d'actions sociales que nous réalisons chaque année, au profit de nos populations. Il me plaît de rappeler ici que la SONATAM est une entreprise citoyenne, qui est très sensible à la notion de solidarité et nous ne pouvons qu'accompagner le gouvernement de notre pays dans ses efforts quotidiens d'amélioration de la couverture sanitaire de nos populations », a soutenu Thierno Hady KANTE.

En ce sens, il a indiqué que la SONATAM, intervient chaque année dans plusieurs domaines tels que : l'accès à l'eau potable par la réalisation de forages dans le pays pour nos populations ; les dons de sang ; les reboisements des espaces publics. « Ces actions concernent aussi l'accompagnement social des structures publiques et privées ; la réhabilitation d'écoles ; ainsi que la remise de matériels médicaux », a-t-il ajouté.

En plus de la SONATAM, le Centre de lutte contre le diabète de Banantoukoro a bénéficié d'appuis venant d'autres partenaires.

Le Lion's Club Bamako Sigui, a renouvelé son engagement de continuer à mettre à la disposition du Centre, l'essentiel – dans la mesure du possible – en termes de médicaments, de matériels médicaux, de travaux d'extension etc, pour améliorer les conditions d'accueil et la qualité des soins offerts aux diabétiques de notre pays.

A cette occasion, la Fondation Orange, aussi, a fait une contribution financière de 6 Millions de F CFA pour l'organisation de cette journée, mais aussi pour l'équipement de la nouvelle unité de soins intensifs au sein du CNLD.

Ce qui fera dire au représentant de la fondation Orange-Mali que, depuis 2006, année de sa création, la fondation d'Entreprise Orange a investi près de 8 milliards de FCFA en appui aux autorités compétentes, et des acteurs sociaux pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale afin d'assurer un mieux-être aux populations les plus défavorisées dans le domaine de la santé, l'éducation la solidarité et la culture avec un accent particulier sur les projets numériques.

Selon la Secrétaire générale de l'Association malienne de lutte contre le diabète (AML),

Mme Cissé Kadidia KONAKE, a souligné que si le diabète n'est pas maîtrisé, et faute d'une prise en charge et d'un changement de mode de vie, cette maladie peut entraîner plusieurs complications débilantes pouvant aller d'une crise cardiaque ou d'un accident vasculaire cérébral à une insuffisance rénale ou à une amputation des membres inférieurs, voire à une déficience visuelle, à la cécité et à des lésions neurologiques.

A ses dires, l'urgence est d'élargir l'accès aux outils de diagnostic et aux médicaments, en particulier à l'insuline qui fait défaut actuellement sur le marché malien.

Elle a saisi l'occasion pour lancer un cri de cœur afin que, les pharmacies soient approvisionnées le plus rapidement possible pour une prise en charge rapide des patients.

Enfin, Mme Cissé Kadidia KONAKE a remercié tous les membres du Lion's Club Bamako Sigui et tous les Clubs du Mali pour leur générosité en direction du Centre, espoir de tout un peuple.

Pour rappel, au Mali, plus d'une personne sur deux vivants avec le diabète n'a jamais été diagnostiquée.

■ Maffenin Diarra

malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74% Malien
MIGRATION IRREGULIE
48 MALIEN PERISSEN

Suspension de l'aide publique française : L'économiste Modibo Mao Macalou propose

La Allemagne a annoncé la suspension de son aide publique au développement destinée au Mali, le jeudi 17 novembre. Le Ministère français des Affaires étrangères, justifie cette décision par « le recours des autorités maliennes au groupe paramilitaire russe Wagner ». Alors qu'un collectif de 35 ONG françaises actives au Mali et dans le monde exige du Président français de « revoir sa position », l'économiste Modibo Mao Macalou fait de pertinentes propositions pour juguler cette situation.



Selon le Collectif d'ONG, cette suspension de l'aide publique au développement entraînera l'arrêt d'activités essentielles en faveur des certaines populations en situation de grande pauvreté. Il ajoute en outre que plus de 7,5 millions de maliens ont besoin d'assistance soit plus de 35 % de la population.

Dans un courrier adressé à Emmanuel Macron, le 15 novembre, ces Organisations déplorent la décision tout en lui demandant de revoir sa position. Le Ministre français des affaires étrangères rassure avoir maintenu son « **aide humanitaire** » et quelques soutiens à « **des organisations de la société civile maliennes** ».

Au lendemain de la suspension de l'aide publique française, beaucoup s'inquiètent sur les conséquences que cela peut avoir sur les communautés bénéficiaires. Cependant, pour l'économiste Modibo Mao Macalou, « **les autorités vont s'adapter** ».

Selon le département des affaires étrangères, l'Agence française de développement a octroyé au Mali entre 2013 et 2017, plus de 310 milliards FCFA. En 2020, le Mali a reçu 121 millions de dollars environ 78 milliards de franc CFA d'aide au développement de la Allemagne, rapporte l'Organisation de coopération et de développement économiques OCDE.

Il faut noter que les relations entre Bamako et Paris se sont considérablement dégradées, depuis plusieurs mois.

« **La suspension de cette aide aura des lourdes conséquences** » préviennent des économistes. Selon eux, près 60% des investissements publics sont effectués par cette assistance extérieure. Ces observateurs invitent, par ailleurs, les autorités à sortir de la dépendance économique. Ils appellent à la mobilisation des ressources internes notamment les recettes fiscales.

« **Au-delà de tout cela, c'est le fonds de développement européen, parce que**

l'Union Européen étant notre premier partenaire technique et multilatéral, cela va beaucoup jouer. La Allemagne est deuxième contributeur après l'Allemagne grâce à ce fonds avec environs 17,5 % de cette enveloppe », a reconnu l'économiste Modibo Mao Macalou.

« **Je pense que les autorités vont s'adapter et je pense qu'il va falloir faire une grande réflexion par rapport à cette aide publique au développement. Pour le moment le Mali en est dépendante mais il va falloir que nous pensions à sortir de cette dépendance et à compter plus sur nos propres sources en mobilisant d'ailleurs les ressources internes et cela va nécessiter un plus grand effort pour mobiliser les recettes fiscales** », a-t-il proposé.

■ Binadjan Doumbia



Affaire CSDM : Mohamed Cherif Haidara terrasse Baidy Dramé à Paris

La Cour d'Appel de Paris, en son audience du 9 novembre 2022, a rendu son verdict dans l'affaire qui oppose le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) à Baidy Dramé.

Le président du CSDM sort victorieux du procès qui l'oppose à Baidy Dramé, qui se réclamait, lui aussi, président du CSDM. La Cour d'Appel de Paris vient d'interdire à M. Dramé l'utilisation du logo de l'association.

En effet, le CSDM a soutenu qu'il est titulaire des droits sur le logo de son association depuis de nombreuses années ; que la création de ce logo est justifiée par une facture du 2 Septembre 2015 et la cession des droits a son profit par un acte de cession du 6 août 2019. L'association, selon la décision de la Cour, re-

proche à Baidy Drame d'effectuer, sans autorisation, un dépôt abusif dudit logo à titre de dessins, auprès de l'INPI, sous le numéro 20184909, en date du 31 octobre 2018. « **Le CSDM ajoute que M. Dramé a fait pression sur lui et sur ses partenaires pour qu'ils retirent le logo d'une campagne de communication ; que ces agissements frauduleux portent atteinte à son image et à sa crédibilité, ainsi qu'à ses relations avec ses partenaires** ».

Le CSDM a ainsi demandé le transfert du dessin à son profit sur le fondement de l'article L.

511.10 du code de la propriété intellectuelle, et à défaut sa nullité. « **Aux termes de l'article L. 511-10 du code de la propriété intellectuelle : Si un dessin ou modèle a été déposé en fraude des droits d'un tiers ou en violation d'une obligation légale ou conventionnelle, la personne qui estime avoir un droit sur le dessin ou modèle peut en revendiquer en justice la propriété** », précise-t-on.

A en croire le document à notre disposition, pour justifier de ses droits sur son logo, le CSDM a produit, entre autres : une reproduction du logo en couleur comprenant l'acronyme CSDM en gros caractères, et sa signification en plus petits caractères "Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne" ; la base du C est traversée de trois lignes de couleur verte, jaune, rouge, la ligne jaune étant plus haute ; une facture n° 0034-15 datée du 2 septembre 2015 de la société NIS Mali d'un montant total de 2 060 Francs CFA pour une charte graphique comprenant la création du logo ; une convention de cession datée du 6 août 2019 conclue entre la société Nis Mali et le CSDM stipulant

que la facture n° 0034-15 du 2 septembre 2015 emporte cession pour tous pays de l'intégralité des droits sur le logo au profit du CSDM. « En outre, ce logo figure notamment, en entête ainsi qu'en cachet apposé sur la signature, sur le mandat du 19 août 2016 par lequel M. Haidara Cherif Mohamed en qualité de président du Conseil supérieur de la diaspora malienne donne mandat à M. Baïdy Dramé de mettre en place un démembrement du CSDM en France, ainsi qu'en entête du procès-verbal daté de décembre 2015 de la "première conférence extraordinaire du Conseil supérieur de la diaspora malienne" », défend le CSDM qui indique que « ces différents éléments établissent les droits du CSDM sur son logo à compter de septembre 2015 ».

Utilisation frauduleuse du logo du CSDM par Baïdy Dramé

Dans ses arguments, le CSDM a également

dénoncé l'utilisation frauduleuse de son logo par Baïdy Dramé. « Il est également justifié par la production de la photocopie de l'enregistrement que M. Baïdy Dramé a déposé ledit logo du Conseil supérieur de la Diaspora Malienne, à son nom, à l'INPI en tant que dessin le 31 octobre 2018 sous le n°20184909 », indique-t-on avant d'ajouter : « Il est enfin justifié que M. Baïdy Dramé s'est opposé en juin 2019 à l'apposition du logo sur une affiche relative à l'organisation d'un Forum de la diaspora africaine en France en invoquant le dépôt du logo effectué auprès de l'INPI ». Le document ajoute que c'est en fraude des droits du CSDM sur son logo que M. Baïdy Dramé a procédé au dépôt dudit logo en son nom personnel à titre de dessin auprès de l'INPI.

Baïdy Dramé condamné

Dans son verdict du 9 novembre, la Cour d'Appel de Paris a infirmé le jugement entrepris en toutes ses dispositions. Ainsi, en statuant à

nouveau et y ajoutant, elle « dit le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) recevable à agir » ; déclare frauduleux le dépôt de dessin effectué à l'INPI par M. Baïdy Dramé le 31 octobre 2018 sous le n°20184909 ; ordonne le transfert du dessin déposé le 31 octobre 2018, sous le n°20184909, au profit du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) ; condamne M. Baïdy Dramé aux dépens de première instance et d'appel, et vu l'article 700 du code de procédure civile le condamne à verser à ce titre au Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) pour les frais irrépétibles de première instance et d'appel une somme de 3 000 euros.

Il faut rappeler qu'en août 2021, Baïdy Dramé a été condamné par le Tribunal de grande instance de la commune III du district de Bamako à 2 ans de prison ferme et au paiement d'une amende d'un (1) million de F CFA ; pour dénonciation calomnieuse et injures par le biais d'un système informatique.

Anguimé Ansama





Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Menace de grèves sur l'année scolaire : La CODEM déplore la dégradation du climat

Dans un communiqué, le parti Convergence pour le Développement du Mali (CODEM), réuni en session ordinaire le samedi 19 Novembre 2022 à son siège, a fait un examen approfondi sur la situation de l'école malienne. Au moment où, se profile une grève des enseignants, de même que l'annonce de l'AEEM, il y a lieu de craindre des perturbations de l'année scolaire en cours.



Le Bureau National du Parti Convergence pour le Développement du Mali (CODEM) réuni en session ordinaire le samedi 19 Novembre 2022 à son siège à Sotuba a fait un examen approfondi de la situation sociopolitique du pays », indique un communiqué du parti qui s'inquiète de la situation de l'éducation.

« **Abordant la question de l'école, le Parti a noté une dégradation du climat et a exprimé sa vive préoccupation sur ce sujet car la persistance de la crise dans l'enseignement entraîne l'effondrement du système scolaire avec comme conséquence l'effondrement de la nation** », met en garde le parti de Housseini Amion Guindo. Face à cette situation, le Parti CODEM réaffirme sa disponibilité à accompagner toute dynamique allant dans le sens de l'apaisement et la pacification de l'espace scolaire. Toutefois, le CODEM a invité les autorités de

la Transition à trouver une issue à cette crise universitaire pour la stabilité de notre pays. Selon certaines sources, des syndicats de l'éducation s'activent pour lancer une grève qui risque de paralyser le système éducatif. De son côté, le bureau de coordination nationale de l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) a annoncé un préavis d'« **une sortie nationale de 120h renouvelable à partir du lundi 21 Novembre 2022** ». L'AEEM informe « **également que nous afficherons notre opposition quant à la reprise des Bacheliers 2022 dans les IES si dans la pratique, au vu et au su de tous rien n'est fait pour apporter des solutions quant aux infrastructures pouvant les accueillir pour des conditions d'études dignes de ce nom** ».

Le Bureau Nationale de l'AEEM dénonce le non-respect de certains engagements pris par la partie gouvernementale lors des négociations

suites aux préavis précédents (Cadre de concertation, déguerpissement des ordures, éclairage, réhabilitation des amphis préfabriqués ... etc.), le retard du paiement des allocations financières dans une grande majorité des institutions d'enseignements supérieurs. Les étudiants et élèves réclament également de nouvelles infrastructures qui devront accueillir les étudiants supplémentaires. Ils dénoncent par ailleurs l'occupation illicite de l'espace universitaire; l'absence de connexion internet dans les IES et le manque de propositions concrètes allant dans ce sens, le manque des moyens de transport, la non-intégration direct des élèves professeurs de l'ENSUP à la fonction publique des collectivités etc.

■ Binadjan Dombia

Politique : L'A.RE.MA s'implante en commune V

Dans un long texte, que Malikilé s'est procuré, le Collectif pour la Refondation du Mali a livré son analyse sans complaisance sur la situation politique et socio-économique actuelle du Mali dans un contexte géopolitique tendu. Elle a également formulé des propositions allant dans le sens de la réussite de la Transition. Lisez plutôt !



Le terrain Sofa de kalabankoura a servi de cadre au lancement officiel des activités de l'Alliance pour la Refondation du Mali (A.RE.MA). La cérémonie a eu lieu ce samedi 19 novembre sous la haute Présidence du Président National dudit mouvement, M Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun en présence de nombreux militants locaux et des déplacés.

Le terrain Sofara de Kalabankoura a refusé du monde hier samedi lors du lancement officiel des activités de l'Alliance pour la Refondation du Mali A.RE.MA en Commune V. L'événement était placé sous la haute Présidence du Président National dudit mouvement, M. implantée en Commune V du district de Bamako. L'événement qui était placé sous la haute Présidence du Président National, M Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun, a enregistré la présence de tous les responsables locaux de l'A.RE.MA.

Selon les organisateurs, l'implantation du mouvement avait d'abord débuté par les quartiers avant la formation de la coordination de la commune. Et c'est M. Mamadou N'Dao qui est le Coordinateur de l'A.RE.MA en Commune V.

Pour les initiateurs, la commune V, à travers l'implantation de l'A.RE.MA, compte apporter tout son soutien à la réussite de la transition

et au Président de la transition, le Colonel Assimi Goita.

L'événement a été également une tribune de doléances des déplacés. En effet, les deux représentants ayant parlé au nom des déplacés présents à cette cérémonie ont tous lancé un cri de cœur à l'endroit des plus hautes autorités. « Les déplacés sont dans une situation alarmante. En plus des enfants déscolarisés pour faute de moyens, les femmes veuves parmi eux souffrent énormément. Sans moyens et ni soutiens, elles sont contraintes à supporter les charges de leurs enfants et de leurs parents. Nous demandons de l'aide pour ces déplacés », a lancé la responsable d'une association qui aide les déplacés.

Prenant la parole à son tour, M. Mohamed Dembélé, un déplacé venu d'un village de Sofara dans le cercle de Mopti, a aussi lancé un cri de cœur au Président de la transition, le Colonel Assimi Goita : « Il n'y a plus personne chez nous. Les terroristes ont mis le feu au village et les rescapés se sont dispersés à cause de l'insécurité. Nous voulons retourner chez nous. Nous supplions Assimi Goita de nous aider à sécuriser notre village », a-t-il lancé.

Prenant la parole en dernier, le Président National de l'A.RE.MA, M. Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun, a appelé le peuple malien à la

résistance et au sacrifice ultime pour la vraie indépendance. « Si la France nous coupe son financement, ce n'est pas la fin du monde. C'est d'ailleurs l'occasion de nous mettre au travail pour ne compter que sur nous-mêmes », a-t-il martelé. Et de poursuivre : « La cherté de la vie et la suspension des aides au développement sont le prix à payer pour notre indépendance. L'autonomie réelle demande du temps. C'est pourquoi je demande aux différents syndicats dont l'AEEM, de patienter avec leurs doléances. Nous avons fait le choix de l'indépendance, et ce choix demande de sacrifices, de patience et d'endurance. La faim est le coût à payer pour ce combat que nous mènerons au prix même de notre sang », a déclaré M Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun avant d'appeler à la mobilisation autour du Colonel Assimi Goita. Signalons qu'étaient également présents à cette cérémonie, les différents chefs de quartier de la commune V, le représentant du maire de la commune V, M. Mohamed Sawadogo et les chasseurs traditionnels Donso. La cérémonie a été agrémentée par des prestations artistiques.

Boubacar Kanoute.

Ben le Cerveau : Un autre crucifié de la transition ?

Le commandant en chef du mouvement Yèrèwolo Debout sur les Remparts, Adama Diarra alias Ben Le Cerveau, multiplie depuis quelques temps au cours des sorties publiques, des critiques contre certaines actions des autorités de la transition notamment l'augmentation des budgets de la Présidence et du Conseil national de la Transition. Pour lui, la hausse du budget de la Présidence et de celui du CNT ne se justifie pas, compte tenu de la conjoncture actuelle caractérisée par la cherté de la vie. Adama Diarra s'oppose également à la décision du gouvernement de la transition de rendre obligatoire le port du casque.

Ces sorties suscitent la colère et l'indignation dans le milieu des soutiens des autorités de la transition. Le mardi 15 novembre, une manifestation était organisée à Kati pour réclamer sa destitution pure et simple du CNT. Avant cette marche, la Présidente des Femmes du Camp de Kati, Mme Coulibaly Fatoumata Kéïta, dans une vidéo diffusée par « Maliactu », appelait les autorités de la Transition à faire subir à Ben Le Cerveau le même sort qu'Issa Kaou Ndjim. Elle était accompagnée par des groupes de jeunes et de femmes de Kati.

Un enregistrement audio jugé compromettant pour « Ben Le Cerveau » a fait le tour des réseaux sociaux, le week-end dernier. Vrai ou faux ?

En soutien à « Ben Le Cerveau », ses partisans annoncent une manifestation pacifique ce mardi 22 novembre à travers la ville de Kati. L'intéressé est sorti de son silence et appelle les « forces du changement » à un rassemblement à Koulikoro, ce 19 novembre 2022, date anniversaire de l'arrestation du Président Modibo Kéïta par le CMLN (Comité militaire de libération national). La réponse du berger à la bergère !

Les attaques contre « Ben Le Cerveau » et les ripostes de ses partisans n'augurent rien de bon. Elles creusent davantage de clivage dans les rangs des soutiens de la transition et fragilisent le Président de la Transition et son gouvernement à un moment où le Mali a plus besoin d'union et de cohésion pour faire face

à de nombreux défis. La transition est sur une pente plus que glissante. Le pays n'a jamais été aussi menacé de dislocation que ces temps-ci. A cause de nos fuites en avant, de nos divisions internes !

De Ba N'daw à Moctar Ouane sans oublier Dr Choguel Kokalla Maïga, « Ben Le Cerveau » ne s'est jamais privé de son droit de critique sur la gestion des affaires publiques. Quand Ben Le Cerveau tirait à boulets rouges sur Moctar Ouane ou quand il critiquait l'attribution des logements sociaux sous le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, il était applaudi comme un héros. Quand il attaque la France ou la CEDEAO, c'est un patriote. Mais quand il dénonce l'augmentation des budgets de deux institutions dirigées par des militaires ou quand il s'oppose à la décision de rendre le port du casque obligatoire, il joue contre la

transition. Quel paradoxe ?

« Ben Le Cerveau » serait-il le prochain crucifié de la Transition en cours au Mali depuis le coup ayant renversé le régime de Feu Ibrahim Boubacar Kéïta ? Difficile d'y répondre. Méditons ces propos de Pr Issa N'Diaye dans sa tribune de mai 2014 : « Faut-il désespérer du Mali d'IBK ? : Il est illusoire de croire que le Mali est dans une situation pré révolutionnaire même si les conditions objectives semblent favorables. Les conditions subjectives sont loin d'être réunies. L'état de préparation politique, idéologique et organisationnel est plus qu'insuffisant. Le risque d'agitations sociales incontrôlées nous conduira certainement vers un autre coup d'État. Or, l'histoire nous montre largement que les coups d'État ne sont pas une solution. Ils finissent par se retourner toujours contre les forces sociales qui les ont soutenus. Le cas malien ne saurait constituer une exception ».

Par Chiaka Doumbia
Source : Le Challenger



Contribution / Quête d'un leadership fédérateur pour le Mali : **La nouvelle occurrence**



Jai eu un entretien utile avec une jeune malienne consciente, désireuse d'en savoir sur notre être et nos réalités, le pays et ses attaches africaines, le rapport du Mali au monde. L'espoir est bien permis, lorsque totalement ravagé par l'ignorance et le faux-semblant, il se trouve des jeunes en appétit qui se posent des questions, cherchant réponses aux questions qui se posent, conscients d'avoir à apprendre pour accomplir leur devoir et s'accomplir.

J'ai prôné, au cours de cet entretien, le besoin de développer pour les jeunes générations un système de pensée, une théorie, et donc une doctrine de la libération des peuples africains (meurtris, esclavagisés, soumis, colonisés, aliénés, asservis, complexés, dépendants, manipulés et, au finish, dérouterés).

A l'absence de figure publique, répondant légitime et fiable, dans l'arène politique, notre

pays, plongé dans la tourmente des jeux de puissances désormais à découverts, se trouve confronté aux volontés manifestes de désordre et de chaos des agresseurs coalisés. Ils sont en connivence avec les ennemis de l'intérieur à plusieurs cornes : les anciens du système corrompu et les corrompus de l'ancien système, entremêlés, tapis dans la duplicité d'un silence obligé, non moins suspect. Ils usent à l'occasion de la subtilité du langage démagogique, en étant pour la réussite de la Transition, sans être pour elle, aux fins de s'auto-dédouaner dans un premier temps, mais surtout de pouvoir tacler au moment opportun. Prudence ou simple absence de vision, manque de courage ou plutôt de conviction, la force de traction politique malienne demeure aux abonnés absents. Pour enrayer cette déficience, cette crise de leadership accusée, patente, je vous propose, ici et maintenant, une

voie d'issue pour l'Afrique et pour toi Mali : LA NOUVELLE OCCURRENCE.

Chers Africains et Maliens, Anciens et aînés, Pairs et cadets, Enfants et petits-enfants, Membres de la Diaspora

De l'Indépendance de la République du Mali, proclamée le 22 septembre 1960, à ce jour, cette terre africaine de nos ancêtres a connu bien de péripéties. Nous constatons qu'au lieu de l'espoir suscité par cette libération, au prix d'énormes sacrifices, nous nous retrouvons, plus de soixante années après, dans les mêmes marécages de la désolation. Assaillis nous demeurons, par la récurrence des déficits : alimentaires, sanitaires, budgétaires, énergétiques. A cela s'ajoutent des infrastructures manquantes ou détériorées, un retard technologique prononcé, une mécanisation sans lendemain, une industrialisation jusqu'ici,

embryonnaire, et même en régression. On note également l'insuffisance notoire de ressources humaines et la sécheresse des compétences, avec en arrière-plan une école de moins en moins performante, de plus en plus dissolue, et l'incivisme grandissant partout. Nos productions chutent et deviennent aléatoires, et nos consommations, importées en grande partie, prennent l'ascenseur.

Ainsi, l'indépendance, au fil du temps et de la mauvaise gestion d'équipes insouciantes, s'est reconvertie en une dépendance sournoise, sous coupe réglée. Les élites africaines, d'une manière générale, n'ont pas été à la hauteur du combat pour la souveraineté, dans des relations troubles avec les régimes militaires qui ont essaimé. Au Mali, nous sommes passés de la déprimante gouvernance d'un régime

dictatorial médiocre, à une calamiteuse gouvernance pseudo-démocratique à caractère démagogique, avec des moments d'embellie et aussi de désillusion. Au bout du compte, dictature militaro-civile et démocratie civilo-militaire ont soupé, l'une après l'autre, avec l'hydre de la corruption, et ont institutionnalisé le système de siphonnage du trésor public, malgré les structures de lutte contre le fléau (commission, agence, office). Butin de coup d'État pour les putschistes et ruche à miel pour l'élu, le promu, la caisse « prodige », régulièrement alimentée, sert au self-service et à l'entretien de diverses relations (familles, compagnons, parti et réseaux). Malheureusement, les nouveaux venus, les jeunes qui n'ont pas eu la chance de voir le Mali des vertus et des vertueux, croient que le profit et l'abus

sont dans le rôle naturel du pouvoir, de l'autorité. Il faut se servir et servir la filiation tout autour (femmes, enfants, frères et sœurs, amis et fidèles, communauté). Ceux qui ne s'adaptent pas à ce bon sens sont des hommes du passé, des exemples austères, dépassés, qui n'inspirent plus. Voilà comment le foso-yage irresponsable de la république a fini par l'effondrement des Institutions-fictions, mettant à nu l'État dévoyé. Cela, semble-t-il, continue de plus bel, pour un pays meurtri, admis aux urgences. J'explique ce processus dans un de mes ouvrages à paraître : « Comment sauver le Mali ».

Il importe que soit compris de tous que nous avons deux gros problèmes existentiels : l'ignorance, en déficit de culture, d'une part ; et la France, d'autre part (voir mon article « La France est notre mal : lettre du Mali au peuple français et au président de la République française », datant du 04 juillet 2012).

- L'ignorance est notre premier ennemi. La nôtre est très complexe, fait de plusieurs couches enchevêtrées, avec autant de lignes de fractures et d'effets multiplicateurs. Il s'agit des ruptures d'école sous un rapport de domination : l'école coloniale (langue française) ayant supplanté l'école coranique (langue arabe), qui, auparavant, tendait à supplanter l'école indigène (langue vernaculaire), celle du pays. On peut décortiquer les segments de la charpente triangulaire de notre agrégat diffus de connaissances éclectiques, inopérant, source d'incohérences multiples :

- L'intelligentsia sort du moule des trois écoles : l'apprenti, le talibé et l'élève. (03)

- Chaque école comporte trois cycles : l'élémentaire, le moyen et le supérieur. (03)

- Il y a dans la classe trois groupes de niveaux : le haut, le bas et le milieu. (03)

- L'éducation exige un triple moment d'adéquation : formation-besoin-emploi. (03)

- Trois groupes se disputent la scène : diplômés, recalés et autodidactes. (03)

- Le trio d'acteurs comprend : les qualifiés, les débrouillards et les insuffisants. (03)

- Ainsi, trois profils d'agents et de managers se dessinent dans l'action publique :

i) les compétents, peu diserts, responsables, autonomes, conçoivent et se tuent à la tâche afin d'honorer leur statut, mériter leurs titres d'excellence et la confiance, en eux, placée ;

ii) les demi-lettrés, mystificateurs et un tantinet joueurs, alertes et bons copistes, moins



honnêtes, intellectuellement dépendants, adeptes de la spéculation et des confusions pour embrouiller, ils plagient pour subjuguier, et usent d'intrigues et de déloyauté pour s'imposer et se percher ; enfin

iii) les tonneaux vides, véritables braillards, sans le moindre savoir-faire de leur prétention, arrogants, prompts à dénigrer les autres, se font résonateurs de plates logiques de croyance, bonimenteurs, culotés, brutaux, loquaces pour tacler et décrédibiliser. (03)

Tout ce monde, se voulant légitime, vient encore se redéfinir dans notre trigone de la foi, en se positionnant, se démarquant, se méprisant, aiguillé entre le culte ancestral, l'islam et le christianisme, trame identique à la divergence des écoles de référence.

En projetant la figure géométrique résultant de la combinaison des sept facteurs sus mentionnés, on découvre, en $3 \times 3 \times 3 \times 3 \times 3 \times 3 \times 3$ nœuds, le puzzle de l'ignorance structurelle d'une nation ballotée entre les dogmes, les courants et les tendances éparses. La collectivité nationale est élaboussée par l'absence d'une conscience sociale d'intégration harmonieuse des structures d'identité et de légitimation des normes et procès de l'ingénierie institutionnelle, à se réapproprier dans une perspective souveraine. C'est bien dans ce labyrinthe de l'épistémè, le monstrueux trou noir de mémoire, que nos élites de la mauvaise copie se perdent, tournant sempiternellement en rond, y allant d'éternels recommencements, tentant de faire du neuf avec du vieux, dans le reniement inconscient du maître composite, victimes des stigmates du refoulement. D'où la nécessité actuelle d'un leadership avisé, digne et fédérateur, bâti non dans le jeu politicien des subterfuges et de la démagogie des engagements creux, mais dans l'exercice pédagogique de la vérité associée au courage, demandant du tact et de l'intelligence. La déloyauté vis-à-vis des éminences grises porteuses ne saurait être une option sérieuse, raisonnable, conséquente.

Lorsque le système étatique se détraque, du fait de la corruption et autres avatars (népotisme, favoritisme, clientélisme...), et c'est le cas chez nous, la gangrène de l'inculture engendre un effet d'inversion qui amène les médiocres et les quasi-nuls au premier rang. Revanchards, ils aboient et mordent à leur corps défendant, pour jouir et se maintenir en poste, coûte que coûte. Entre incompetents,

parler un bon français peut ravir et séduire. Du moment que le critère de qualité du service se passe de la performance dans le résultat, ce sont d'autres critères qui prévalent sur le mérite et la promotion au travail, tels que les liens sociaux, la complicité de genre, les intérêts personnels, la solidarité de groupe, et aussi les relations occultes de tous ordres. Dès lors, le savoir étant ravalé en accessoire, on a vu l'argent se hisser et devenir l'objectif principal, sinon la raison d'être. La société en perd la tête, s'énevire d'argent, vacille et dégringole dans la concupiscence, célébrée par le misérabilisme et la courtisanerie. Cette tragédie de la déchéance nationale est la trame de mon livre intitulé : « J'ai des choses à dire à la jeunesse », paru aux éditions SIRA, © 2021, disponible. Inutile donc de revenir et de s'étendre sur ce propos, ici.

• La France est, bien évidemment, notre second malheur, ce, depuis toujours. Il ne lui a pas suffi de massacrer nos aïeux par millions, pour alimenter l'esclavage et passer ensuite à la colonisation, mais de mettre en plus un système de violence et de déracinement qui fait du colonisé le toutou de son maître ; le colon passant en fin de compte pour son gentil bienfaiteur. Rien que ça.

Avec ses médiums, son école et son modèle d'État, fait de discriminations, il s'est employé à diviser et opposer nos populations, semant les graines de la mésentente. Elle cherchera à forger des serviteurs dociles, sans chaînes, asservis par leur propre mental, traînant des complexes et nourrissant le désir intime de ressembler au chef, d'être à l'image du maître, à travers des signes qui ne trompent pas : mode de vie, d'habillement, de consommation, d'expression, de conduite ; rêve d'effectuer un séjour, et si possible y résider, gagner la nationalité, voir ses enfants parler le français comme des titis ; femmes Noires qui s'écorchent la peau pour blanchir, et, après les perruques, place aux mèches ; adhésion à ses référentiels de rationalité, son mythe d'universalité, son modèle du droit et de l'État, et sa démocratie spéculative... Toutes ces choses qui se substituèrent petit à petit à nos propres valeurs, du moins dans certains cercles, les nouvelles habitudes singées devenant ainsi les nouvelles normes de vie pour ces catégories assimilées et pour les candidats à l'assimilation. La déchirure.

Tous nos problèmes, je dis bien tous nos pro-

blèmes, y compris l'ignorance gangreneuse qui nous trahit, découlent de cette mésaventure des conquêtes barbares, européennes, françaises, en série de crimes contre l'homme Noir et contre l'humanité. On nous dit, à côté, de ne pas ignorer l'ignoble esclavage arabo-musulman, qui a duré plus longtemps. Nous sommes d'accord qu'il ne faut pas méjuger cet autre crime, des plus odieux, contre les Négro-africains. Mais, il ne faut pas tomber non plus dans les travers d'une comparaison fictive d'horreurs, sans se poser la question de notre rapport socio-anthropologique à l'Orient et à l'Occident. Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Comment l'Afrique s'est-elle peuplée par vagues au Nord et à l'Ouest ? Comment l'Europe Noire s'est-elle blanchie ? Quelle est l'origine des populations blanches installées en Afrique ? Qui ont été appelés Almoravides ? Qui sont les Maures ? Et les Arabes ? D'où viennent-ils ? Qui sont les véritables maîtres fondateurs de l'Arabie ? Et, le Yémen ? Comment se sont constitués le Maghreb et le Machrek ? Quels liens avons-nous par l'histoire... et le gène ?

Il nous faut défaire les effets induits de l'Histoire mensongère concoctée par l'Occident, par la France, dans le mental spongieux des appivoisés de son école. Cela est valable également pour les damnés abreuvés aux mythes d'écritures travesties de la récupération religieuse qui insulte la race Noire. L'Égyptologie contemporaine apporte, depuis le savant Cheick Anta Diop, à la suite d'autres éminences, des réponses édifiantes, de haute valeur scientifique. Mais, de tous les pays d'Europe dans le complot racial, un complexe de peau mal vécu, c'est toujours la France, surtout la France, et principalement la France qui, dans un instinct animalier rageur, par des actes hostiles et à des fins discriminatoires, a tenté et tente encore le déni et la falsification de l'histoire des peuples Noirs, et surtout du rapport entre mélanodermes et leucodermes, entre les noircis et les blanchis, entre dits « Noirs », « Blancs » et « Métis ». La voilà qui s'échine de mille manières à voir et vouloir faire des Noirs des sous-hommes, du bétail à mettre en enclos, les derniers dans l'ordre d'affirmation des humains (comme l'était le grand blond pour les Égyptiens), bien qu'elle n'est pas sans savoir qu'ils ont été (les Nègres) les précurseurs de toutes les civilisations. Attitude idiote, gratuite, plus que ridicule, au fond dé-

moniaque, car dans dans la vie de tous les jours, tout comme dans les acquis des sciences et techniques, les faits témoignent dans tous les domaines du crétinisme congénital des déchets racistes.

Elle continue à présent d'effacer la trace des héros Noirs de ses pages d'histoire officielle. Mais, c'est d'autres qui s'y inscrivent à nouveau, chaque lendemain. C'est à se demander finalement quelles valeurs porte ladite France ? Quel est son problème invouable ? Qu'est-ce qu'elle craint au juste ? Le grand remplacement ? N'y a-t-il pas eu déjà un précédent en Europe, dans le sang des populations Noires fondatrices ? N'en doutez pas, jeunes d'Afrique, le racisme a un but purement économique. Il est différent du complexe racial, qui est instinctif, disons émotionnel, imputable plus à l'inculture qu'à la raison.

Ce qu'on appelle « néocolonialisme » reste une réalité dans la vie des anciennes colonies d'Afrique, que les Occidentaux continuent de soumettre et d'asservir, dans un régime spécial de « liberté conditionnelle », par le truchement d'un système international de collusion, basé sur l'exclusion, la contrainte et la répression, pour l'exploitation perpétuelle du continent africain. Tous les moyens sont utilisés par la coalition occidentale en vue d'entretenir et de maintenir nos peuples dans une situation de lobotomisation, de réduction subtile des capacités et d'affiliation obligée des choix stratégiques, pour survivre dans un mirage de souveraineté sous contrôle de captifs consentants.

C'est le lieu de remettre à l'heure les pendules de ceux qui, dans les divers débats indexant la France et ses forfaits, tentent de détourner l'attention, changer de topic, prétendant que la France ne saurait être coupable de nos propres défauts, tares, faux-jeux, malversations, irresponsabilités et faillites, puisque ce sont bien des nôtres qui sont aux commandes, à la manœuvre, choisissent et décident. Nous sommes censés savoir ce que nous voulons pour, à la fois, faire bien et bien faire, défendre nos intérêts et non nous livrer en pâture aux autres, qui défendent aussi leurs intérêts.

On convient que dans les scandales de détournement, de surfacturation des marchés, de mauvais choix, contrôle et réalisation des équipements, de dépenses de prestige, qu'il n'y a pas de Français cité a fortiori d'implication directe des autorités françaises, hormis

de rares cas, comme celui, récent, du ministre Jean-Yves Le Drian. Bref, notre mauvaise gouvernance ne saurait être, en principe, la faute de la France ; oui. Sauf que dans ce raisonnement simpliste, c'est l'arbre qui cache la forêt. Une façon d'ignorer et de ne pas comprendre les mécanismes de la mal gouvernance, qui résulte d'un partage plus ou moins implicite des rôles par assignation, dans la connivence de la prédation structurelle, où s'affrontent et interagissent des syndiqués utilisant codes et non-dits.

Le système international, vicié, pratiquant des méthodes de voyous en réseaux, fait chanter nos dirigeants, les amenant à se plier aux injonctions de la fameuse « communauté internationale », afin qu'ils soient tolérés, ou épargnés, au risque d'encourir des sanctions de divers ordres que nul n'ignore désormais : coup d'État, assassinat, guerre, conflit, crise économique et monétaire, chute des cours des matières, inflation et dévaluation, famine et misère, gel des avoirs, catastrophes de coup monté (incendie, explosion, épidémie, péril écologique, sabotage). Il a été ajouté à ce registre des moyens de déstabilisation classique de nos États, en plus du terrorisme « islamique », sous prétexte de « Jihad », le bioterrorisme (avec la malaria le chikungunya, le choléra et la méningite endémiques, les produits souillés mortels, le sida, l'Ébola, les médicaments toxiques, les espèces nuisibles - insectes, végétaux, OGM), et maintenant les virus et rétrovirus de laboratoire, fortifiés de « gains de fonction » (Corona virus, pseudos-vaccins ARN messenger...). Que dire des expériences louches dans les laboratoires secrets ukrainiens, et ailleurs à travers le monde qui ont fuit dernièrement ?

Ce jeu retors aux dépens de nos pays et de leurs populations marchait, tant que nous n'étions pas à mesure d'imaginer et pister les liens dissimulés des affaires et des acteurs ; d'établir les relations de cause à effet des événements ; de comprendre les techniques de manipulation de l'information et des données ; de suivre et tracer les opérations en temps réel. Cet avantage est assuré, aujourd'hui, par les nouvelles technologies dans l'optique de la société de l'information d'un monde globalisé. En s'attaquant à une partie de leur propre société, sacrifiée pour cause, des oppositions internes se manifestent et, suivent, les lanceurs d'alerte et militants humanistes, qu'ils

vont vouloir étouffer, discréditer et "faire taire". Même certaines des sommités scientifiques de renommée mondiale se sont fait rabrouer. Le fameux « complotisme » est inventé par ces criminels pour embrouiller, avec une intense activités de fakes et d'intox déployée par leurs services secrets, à travers les médias, particulièrement sur les réseaux sociaux. Des petites cervelles ciblées s'en mêlent, en méconnaissance de cause, idiots utiles servant à créer des doutes inutiles. La France est au cœur de ce dispositif de menace de la vie, avec toutes sortes de déclarations, décisions et mesures à la fois absurdes et contradictoires, ridiculisant sa propre garde doctorale de chercheurs, qui ont été discrédités et vilipendés par des politiques minables et des journalistes sulfureux qui se découvrent tous, un temps, savants sur la toile. Les intérêts des grandes firmes pharmaceutiques du monde face aux épidémies, dont le Covid 19, et leurs manipulations ont été indexés. La construction de laboratoires P4, par la France, et des dessous dévoilés de l'Institut Pasteur ont éclairé le monde et permis de se faire une religion sur le cynisme des virus tueurs. Que les comploteurs se ravisent, le gouvernement du mensonge n'a plus de prise.

Dans les barbouzeries de cette pouilleuse « race supérieure » de vandales, contrairement au Royaume Uni qui s'est retiré de ses anciennes colonies, la France accourt pour prendre pied partout (ex colonies britanniques, espagnoles, portugaises, belges, hollandaises, italiennes ou allemandes) en Afrique, perçue comme son butin de guerre. Elle est la seule puissance coloniale à garder, éhontée, des colonies au 21e siècle, et qui cherche encore à accrocher de nouvelles à son attelage, pour étendre sa zone d'influence et de rapine.

Qu'est-ce qu'elle ne fait pas, la lugubre France, pour avoir sa mainmise sur les trésors de nos pays, objets de sa convoitise, pour spolier les ressources des pauvres qu'elle prétend aider, jouant un jeu de parrainage malsain, pour mieux exploiter, gruger et se servir. Elle piège et instrumentalise les dirigeants engagés, et enrôlés à son service ; vole, pille et tue sauvagement ; foment et attise des conflits ; provoque et finance des guerres et des génocides ; empoisonne, agresse, saute des bombes et fait des essais nucléaires, engendrant des tremblements de terre par-ci et des tsunamis par-là, voulant dépeupler des terri-

toires convoités. Elle arbore tous les métiers de traîtrise de la société du crime ; une vraie championne de la forfaiture planétaire. Cette maudite vocation de crimes et de nuisances, qu'elle s'illusionne perpétuer par un soft power boiteux, connaîtra forcément une fin tragique, qui présage un fulminant déclin. Elle s' imagine, sauf dissuasion d'autres puissances, exterminer des populations entières (au Sahel) pour perpétuer son joug et faire main basse sur nos ressources. Un plan machiavélique du genre est déjà en marche à Haïti et dans ses DOM-TOM. Le débat porte, ces temps-ci, sur le Mali, l'Eldorado qui s'ignore. Une stratégie d'encercllement, de détournement d'attention par un jeu de harcèlement et de maintien prolongé du climat d'insécurité, vise à poursuivre la soustraction frauduleuse de nos ressources, à notre insu, à partir de certains pays voisins, persuadés par le diable d'avoir leur part du siphonnage. Ils doivent se dire qu'ils en répondront et paieront à coup sûr pour leur trahison. Laissons donc la France à ses crimes impénitents, et regardons maintenant ce que nous-mêmes avons fait et faisons, en ce qui concerne nos propres fautes de gouvernance, plus ou moins liées à son emprise félonne. Elles sont bien réelles, et sans excuse pour ce qui est des désinvolures et options compromettantes du libre arbitre de ceux qui gouvernent.

Je préfère ignorer le cas de ses hommes de main à la tête de nos États, anciens et nouveaux, pour poser quelques questions aux nerfs de la France sous les tropiques, qui empestent nos débats de polémiques futiles faits de parti pris.

1. Comment innocenter la France, puisque c'est elle qui a choisi de s'immiscer en permanence dans le choix de ceux qui nous gouvernent, soutenant des médiocres, des invalides et autres obligés malfaisants, dans son dit pré carré ?

Ses marionnettes sont laissées tranquilles à défaire les acquis et les instruments de souveraineté de nos peuples, et même encouragées dans ce sens, avec la gabegie, la ruine des ouvrages de maîtrise, amplifiant les déséquilibres. Tandis qu'elle adoube ses laquais, elle est là, cette France, au même moment, intervenant pour chasser, déloger, faire emprisonner, parfois assassiner, les leaders légitimes qui osent lui tenir tête pour défendre les intérêts de leurs pays. Cela ne prête pas à

débat, car les exemples pullulent sur le continent.

2. Comment peut-on oser disculper la France, après ses nombreux coups d'État actés, suivis des fois d'assassinats, pour balayer des dirigeants progressistes, comme ce fut le cas un peu partout : au Togo, en Centrafrique, au Gabon, au Dahomey, en Haute Volta, au Tchad, au Mali, au Congo, au Cameroun, au Burkina Faso, aux Comores, à Haïti, à Djibouti, à Madagascar, au Niger, en Tunisie, en Mauritanie, au Burundi, au Rwanda, en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire, en RDC, en Gambie, en Libye, au Bénin... ?

On n'oubliera pas les épisodes liés des élections truquées, des résultats carabinés, avouées par ses services ; ses ingérences, complicités et financements en faveur de rebellions, de sécessions, d'insurrections. On voit bien que ce sont les promus de ses mic-macs qui ont été et sont les chefs de file des fossoyeurs de nos États ?

3. Comment exempter une France confondue dans un abus et trafic illicite des billets du franc CFA, avec ses dévaluations crapuleuses qui siphonnent à chaque fois, à sa guise, plus de la moitié des richesses de 14 États réunis, par un simple jeu d'écriture, violant le principe de la garantie monétaire et la règle compensatoire du soutien mutuel ?

Pourquoi s'acharne-t-elle à plomber le projet de monnaie commune de la CEDEAO, l'éco, jouant des pieds et des mains pour pousser le Mali à claquer la porte afin de faire échec à cette avancée de l'intégration ?

Il faudra creuser l'incendie de l'imprimerie de la Banque de France à Chamalières, et procéder aux audits contradictoires, avant le déclenchement, en Afrique, d'autres incendies crapuleux, attentats, indécidables de personnel et autres montages criminels, en couverture.

4. Qui ne sait que cette monnaie de singe qu'est le CFA s'utilise, non seulement comme moyen de pression pour s'octroyer indument des marchés, et surfacturer les produits, travaux et services de ses entreprises, mais aussi bénéficier de nos ressources bons marchés, pratiquement sans aucun frais ni débours ?

Elle permet de soutenir les régimes sous sa botte et les traîtres à sa solde, finançant par ce biais toutes les opérations subversives de déstabilisation des pouvoirs insoumis, dans son viseur, exactement comme cela se passe

au Mali, actuellement.

5. Comment ose-t-on croire qu'elle n'est pour rien dans la délinquance financière de nos larbins domestiques de la mal gouvernance, simplement à défaut de traces, puisque soigneusement dissimulées ?

On a bien vu qu'elle les entraîne d'abord à drainer des fortunes sans odeur chez elle, et les dépouille ensuite, au prétexte de biens mal acquis. Avec la planche à billet CFA, elle octroie des fonds fictifs à ses valets ; prétend allouer des fonds, sans décaisser ; alimente gracieusement des coffres et garnit rondement des valises pour appâter, enrôler, recruter, mettre en mission, dans toutes les sphères de la décision nationale, pour les besoins de ses manœuvres de sédition, ses basses besognes. Dans les faits, elle est indiscutablement le grand maître du jeu de la corruption en Afrique. D'ailleurs, c'est bien à travers elle, que nos aïeux, intègres s'il en est auprès de l'éternel, qui ne connaissaient absolument rien à de telles pratiques insalubres, ont connu, appris et essuyé cette forme de prostitution de l'esprit, de la conscience, apparentée, à s'y tromper, à nos bons vieux échanges coutumiers de bienséants procédés entre bonnes âmes, mais servis à l'envers par la cupidité.

Les questions sont nombreuses, on s'en tiendra à cette première lâchée pour le moment. La jeunesse malienne, africaine, doit comprendre le jeu (permettez l'expression) des « Nègres de service », qui lui demandent, à l'examen du mal dont nous souffrons, de s'en tenir aux seuls symptômes et de ne pas en chercher la cause. Drôles de médecins. Naturalisés obligés, vendus, redevables, délinquants instrumentalisés, apatrides sans foi et divers intellos bornés, dans la galerie des avocats du diable, sont indisposés par la dénonciation accablante des œuvres criminelles incessantes de la France et de l'Occident. Ils font diversion, en insinuant qu'on a que trop accusé les autres de nos malheurs, refusant de voir nos propres responsabilités dans nos ratés et déboires. Assurément, c'est parce qu'ils n'ont, eux, mené aucun combat contre les prédateurs intérieurs (à voir s'ils ne sont pas du même acabit), pour qu'ils se permettent de parler ainsi, car ceux qui se battent depuis toujours ne sont pas assis à radoter, comme eux. Les dirigeants compromis par leurs politiques intérieures ont été et sont combattus, au quotidien, par les patriotes. Les

serviteurs et vassaux de l'impérialisme, par des arguments spécieux, balaient d'un revers de main dédaigneux toutes les charges détonantes, incontestables, contre la France, ici rappelées. Comme si ces innombrables forfaitures françaises, connues pourtant de tous, se passant assez souvent sous nos yeux, parfaitement vérifiables et attestées par leurs médias, n'avaient rien de commun avec les agissements préjudiciables, répréhensibles, de ces apprentis sorciers au sommet de nos États. Incriminer la France pour ses actes condamnables ne saurait dédouaner personne de son forfait. Tel n'est pas l'intention du propos que je vous tiens. Que les divers soutiens, défenseurs, partisans, affidés, thuriféraires, sous-fifres et autres inconditionnels des opérateurs politiques nous épargnent leur subjectivisme, leur partialité.

Je dis clairement que pour rétablir dans ce pays la confiance perdue, indispensable à notre œuvre de reconstruction nationale, le mieux pour tous est que chacun ait le courage de répondre publiquement de sa responsabilité dans les dérives de la vie publique et la faillite de l'État. Que chacun dise ce qu'il a fait ou ce qu'il n'a pas fait, et qui a pu causer du tort à la collectivité, aux Maliens. Tôt ou tard, irrémédiablement, l'histoire fera le juge. Justice sera rendue, que nul n'en doute. Les nouveaux dirigeants, toujours, feraient mieux de donner le bon exemple, de corriger rapidement leurs glissements, débordements, dérapages ; et, c'est possible. Ils ne doivent pas se laisser convertir par les mêmes, qui sont dans les rouages mafieux pour profiter de tous les régimes, entraînant les nouveaux promus dans l'engeance.

Après cet argumentaire, je souligne de nouveau que tous nos problèmes d'auto prise en charge de nos populations s'imputent à une réelle perversion de la conscience sociale, avec ses effets, ses dérivés et ses conséquences. Cette perversion mentale métastasiée découle incontestablement de la mésaventure de l'inhumaine traite des esclaves et de la hideuse colonisation française, dont le degré de bestialité est probablement ignoré de ceux qui semblent vouloir lui trouver un possible exutoire.

N'eût été cette cruelle sangsue de France, de même que son système ségrégationniste d'assujettissement, notre histoire ne se serait pas tant assombrie par l'inculture handicapante



rongeant nos entrailles. Ce qui explique nos errements, tâtonnements et approximations, et la perte des repères, menant à autant d'égarments et d'échecs. La déficience d'éducation, d'humanité, sans doute, est à la base des crimes et délits. Qu'on nous épargne donc les complaisances futiles quant à nos propres responsabilités de nos vies, que personne ne nie. Cette logique de courte vue, dérobadie à l'allure d'une lâcheté maquillée, est une posture honteuse aujourd'hui, indigne dans la mouvance de reconquête de notre souveraineté.

Ce que nous avons subi les uns des autres, quoiqu'il en soit, n'est en aucun cas opposable à l'action monstrueuse, épouvantable, et combien déshumanisante de l'esclavage et de la colonisation française, dont nous traînons, depuis et toujours, les graves séquelles d'infirmités multiformes. Dire, au vu de ce qui précède, que c'est trop facile d'accuser la France, qu'on cherche des boucs émissaires, est plus que de la stupidité, c'est du délire.

Cette introduction, que je voulais brève, s'est un peu étendue en longueur, parce que je me proposais, depuis longtemps, de recadrer nos

débats décousus, à débarrasser des impostures camouflées de ces prétentieux du genre demi-lettré, incapables de démêler la nature des charges- structurelle et stratégique d'une part, fonctionnelle et conjoncturelle, d'autre part. Ils ne savent donc pas faire la part des choses entre ce qui est reprochable à nos États et à nos gouvernants, et les dégâts multilatéraux que continuent de causer la France et alliés dans ses anciennes colonies, et particulièrement au Mali. Je ne m'adresse pas à eux, j'ai souci de la jeunesse, qui doit apprendre à faire ses armes, et ne pas se laisser influencer par des titres, des parcours élogieux, ou la respectable ancienneté ni succomber à des langages châtiés, lorsque le raisonnement scolastique, faussement pragmatique, blesse la réputation, visiblement surfaite. Désolé de le dire.

Cette analyse nous sert de mise en contexte. Je vous reviens dans la seconde partie de cette livraison sur l'essence de la NOUVELLE OCCURRENCE.

Mohamed Salikènè Coulibaly
Ingénieur

Lancement du livre Mali : Société, la Justice et nous

L'hommage du ministre Andogoly GUINDO au Magistrat honoraire Amadou BA ! Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO, a présidé le 19 novembre 2022 au CICB, la cérémonie de lancement de l'ouvrage du magistrat honoraire Amadou BA.

Intitulé « Mali : la Société, la Justice et nous », comme l'indique son titre très évocateur, interpelle les initiés et les professionnels du droit "trop souvent emmurés dans leur rhétorique prétorienne", note d'entrée le ministre Andogoly GUINDO, magistrat de profession, qui remplaçait son collègue de la Justice, Garde des Sceaux, Mamoudou KASSOGUE. L'ouvrage

tente en effet de "répondre à un certain nombre de questionnements en démystifiant le langage juridique et judiciaire, le jargon du palais. Il tente également de dépeindre le paysage judiciaire de manière simple à orienter les plaideurs et en définissant les contours notionnels en français facile, accessible à tous." Des "questionnements qui constituent un véritable casse-tête pour le citoyen lambda et qui soulèvent la problématique de l'accessibilité de la justice.", ajoutera celui qui fut Directeur national de l'administration judiciaire. .

Le ministre GUINDO s'est dit ému d'avoir été associé au lancement de cet ouvrage, non seu-

lement en tant que magistrat, mais aussi en tant que ministre chargé du livre ainsi que ses liens personnels avec l'auteur, "empreints d'estime réciproque".

Tout en félicitant M. BA pour l'initiative, le ministre GUINDO a émis le vœu que son exemple puisse créer une saine émulation au sein de la famille judiciaire.

Outre l'auteur Amadou BA, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme a rendu un vibrant hommage à d'autres grandes figures de la Justice malienne comme l'ancien président de la Cour suprême, Nouhoum Tapily, ainsi qu'à "tous les hauts magistrats, en particulier à ceux qui ont honoré par leur dignité et leur loyauté cette profession de noblesse sans égale ».

Source : CCOM/MACIHT



Présence française au Sahel : Après le Mali, Paris va-t-il quitter le Burkina Faso ?

Au Burkina Faso, les populations ont (une fois de plus) manifesté contre la présence française. Cette manifestation a visé l'ambassade française à Ouagadougou et la base militaire de Kamboisin. Sébastien Lecornu, le ministre français des Armées, n'écarte pas la possibilité d'un départ des forces spéciales françaises du pays.



C'est une possibilité. Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, n'a pas écarté un départ des forces spéciales françaises basées au Burkina Faso, au moment où la France met fin à son opération antidjihadiste Barkhane au Sahel.

« Il est évident que la révision de notre stratégie générale en Afrique interroge toutes les composantes de notre présence, y compris les forces spéciales », a déclaré le ministre dans un entretien au Journal du Dimanche. « Sabre (le contingent des forces spéciales françaises basé dans la région de Ouagadougou) a eu un rôle clé ces dernières années dans la lutte contre le terrorisme au Sahel », souligne-t-il.

Plus de « formation des armées locales » La France, qui déploie encore quelque 3000 militaires au Sahel, après avoir compté jusqu'à 5500 hommes, a officiellement mis fin à son

opération antidjihadiste Barkhane, et s'est donnée six mois pour finaliser sa nouvelle stratégie en Afrique. « Nous travaillons à une organisation du format de nos bases militaires existantes. Elles devront garder certaines capacités, pour protéger nos ressortissants par exemple, mais aussi se tourner davantage vers la formation des armées locales », explique Sébastien Lecornu. « Il n'est plus question de lutter contre le terrorisme à la place de nos partenaires, mais de le faire avec eux, à leurs côtés », indique-t-il.

Vendredi, une manifestation contre la présence française au Burkina Faso, miné par les violences djihadistes, a visé l'ambassade de France à Ouagadougou et la base militaire de Kamboisin, en périphérie de la capitale, où est stationné un contingent de forces spéciales de la force Sabre.

Paris, qui a déjà quitté le Mali avec qui il en-

tretient des relations exécrables, souhaite néanmoins conserver une présence militaire au Sahel, notamment au Niger. « Sa déstabilisation aurait un impact épouvantable », met en garde Sébastien Lecornu dans son interview au JDD.

« D'autres pays nous demandent également un accompagnement dans la lutte contre le terrorisme. Pour que ce travail s'installe dans la durée, la question de la formation des officiers et des sous-officiers des armées africaines va être centrale », explique-t-il.

Il faut rappeler que les derniers soldats français ont quitté le Mali, le lundi 16 août 2022, après plus de neuf ans de présence. Accueillis comme des sauveurs face à la menace djihadiste en 2013, ils quittent le pays dans un climat d'hostilité entre les deux pays.

■ Binadjon Doumbia

Crise russo-ukrainienne : Et si la solution était chinoise ?

Au lendemain du G20, tenu à Bali, l'un des constats généraux est que la Chine, désormais, fait figure de « coqueluche » de la communauté internationale. En témoigne la particulière sollicitude, dont a fait l'objet le Président Xi Jinping y compris par les autres grandes puissances.

En effet, outre la main tendue par le Président Biden, désireux d'instaurer des relations sino-américaines plus étroites, le Chef d'Etat français, à son tour, a appelé la Chine à peser de son poids diplomatique, en faveur d'une paix russo-ukrainienne. « **La Chine peut jouer à nos côtés, j'en suis convaincu, un rôle de médiation plus important dans les prochains mois, pour éviter en particulier une reprise des offensives...** », avait déclaré Emmanuel Macron, au cours d'une conférence de presse, tenue à l'occasion de la clôture du G20. Avant d'ajouter : « **J'ai pu échanger avec le Président Xi Jinping [...] sur le principe d'une visite à Pékin début 2023 avec pour objectif d'intensifier notre dialogue sur ce point précis** ».

L'optimisme du Président français s'appuie, sans doute, sur l'excellence des rapports russo-chinois ; mais encore, de la relative neutralité de la République populaire depuis le début du conflit. Pourtant, depuis plusieurs mois, une certaine presse occidentale s'acharne à diaboliser la Chine, la qualifiant presque de complice de la Russie – au motif qu'elle se serait abstenue, contrairement à plusieurs autres pays, de condamner l'invasion russe. Or, rétrospectivement, l'absence de condamnation officielle de la Russie par la Chine – qui ne signifie aucunement une caution à la guerre – pourrait s'analyser comme une précaution diplomatique dictée par la nécessité de préserver son impartialité.

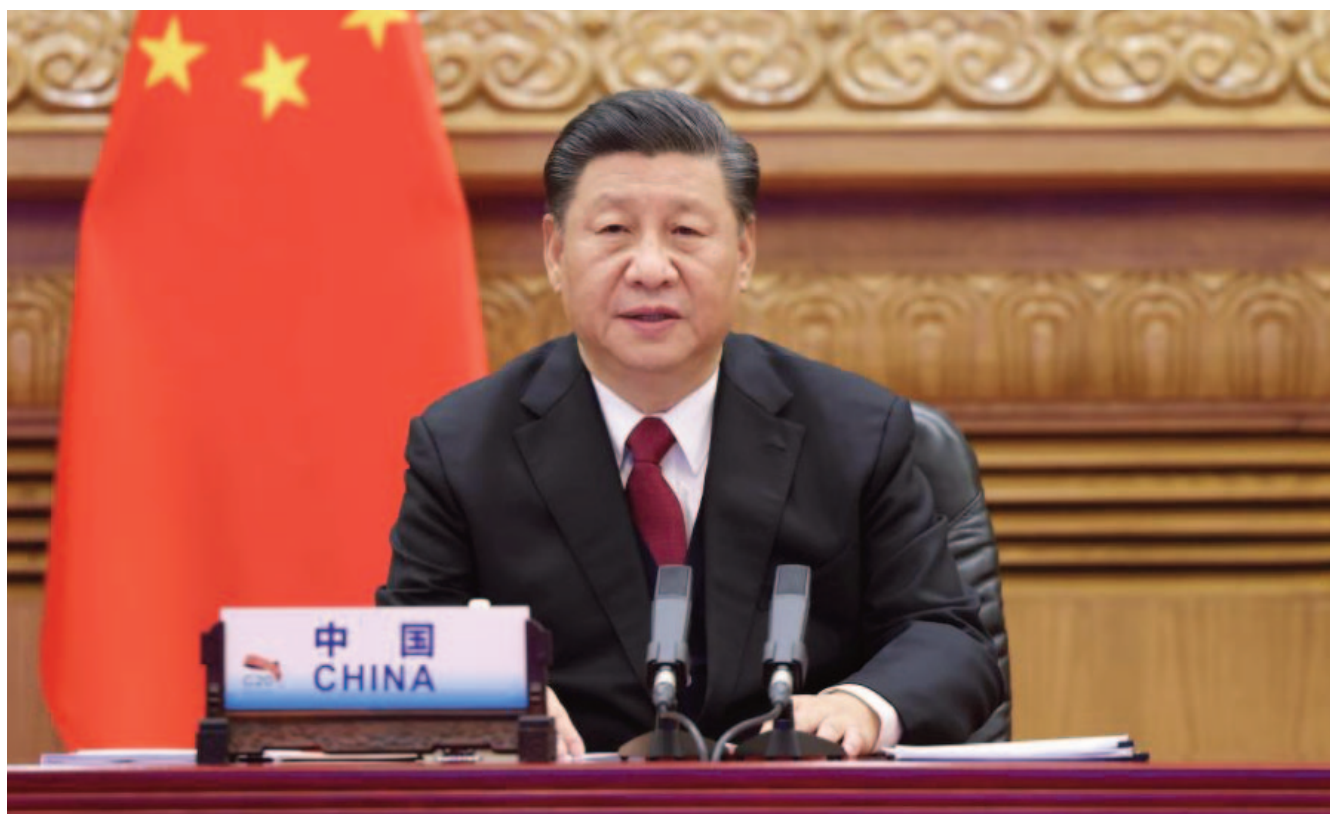
Celle-ci, actuellement, constitue le gage même de sa légitimité. Demain, sans doute, sera-t-elle le gage de la crédibilité de ses propositions. Car, en effet, dans le conflit russo-ukrainien, dont les conséquences se ressentent partout sur la planète, la solution pourrait être chinoise. Dans la mesure où, toutes les grandes puissances occidentales

ont pris fait et cause pour l'Ukraine, et que, les autres pays (notamment africains) ont blâmé la Russie dans le cadre des Nations-Unies, la Chine reste essentiellement la seule capable de rassembler les protagonistes pour une sortie de crise.

D'ailleurs, à la faveur d'une rencontre (en marge du G20) avec son homologue chinois, Wang Yi, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avait indiqué que son pays était ouvert au dialogue et à la négociation. C'est dire que, du côté occidental comme de la Russie, la Chine est discrètement « courtisé » pour jouer un rôle de médiateur.

Il lui appartiendra, le cas échéant, d'élaborer et suggérer aux protagonistes des solutions mutuellement acceptables ; mais surtout, qui préservent durablement la paix. L'avènement de celle-ci, avec les efforts de la Chine, signera pour longtemps le prestige de sa diplomatie. « **La Chine ne peut pas se développer sans le monde, et le monde a aussi besoin de la Chine** », avait récemment affirmé le Président Xi Jinping, à l'occasion de sa réélection à la tête du parti communiste chinois. Peut-être, le moment est-il venu, pour le pays de Mao, de prouver effectivement que le monde doit pouvoir compter sur lui.

■ Malik WOGO



Burkina : « Il ne sera pas question de nous laisser dominer par un partenaire, qui qu'il soit », dit le Premier ministre Kyelem de Tambèla

Nommé le 21 octobre 2022, et conformément aux dispositions légales, le Premier ministre Apollinaire Kyelem de Tambèla, a fait sa Déclaration de politique générale, ce samedi 19 novembre 2022 devant l'Assemblée législative de Transition. Une feuille de route qui a brassé large et qui remet sur scelle, les idéaux de Thomas Sankara. Nous vous proposons ci-dessous l'intégralité de cette Déclaration de politique générale.



Article 63 de la Constitution

Excellence, monsieur le Président de l'Assemblée législative de Transition, honorables députés, mesdames et messieurs,

Avant toute chose, je voudrais demander qu'ensemble nous observions une minute de silence en la mémoire de toutes les victimes du terrorisme.

Je vous remercie.

Excellence ! Mesdames et messieurs les députés.

1- Il a plu au chef de l'État, le Capitaine Ibrahim Traoré, de porter son choix sur ma personne pour assumer la fonction de Premier ministre de la Transition. Je voudrais ici lui témoigner ma reconnaissance pour cette marque de confiance. Permettez-moi, en son nom, au mien propre, et au nom de l'ensemble du Gouvernement, d'adresser à chacun de vous, nos vives félicitations pour son élection à l'auguste Assemblée.

Les circonstances qui ont conduit à la rectification de la Transition font de vous nécessairement des députés de mission et non de gestion. Nous avons une mission commune, rendre le Burkina Faso aux Burkinabè. Essayer

de le mettre sur les rails afin que sa destinée soit non seulement plus sécurisée, mais aussi plus radieuse. C'est ce à quoi s'attèle le chef de l'État et le Gouvernement.

2- Je ne suis pas venu faire un discours protocolaire pour complaire à des formalités. La situation du pays ne le permet pas et impose une autre façon de faire. Je ne suis pas venu pour un long discours. La qualité d'un discours n'est pas nécessairement fonction de sa longueur. Je ne suis pas venu égrener un chapelet de promesses de réalisations.

3- Je suis venu vous demander, tout au long de votre mandat, de donner au Gouvernement les moyens d'action pour répondre aux aspirations du peuple burkinabè. Ces aspirations sont connues : ce sont la restauration de l'intégrité territoriale du pays et la sécurisation des personnes et des biens (I), le bien-être des Burkinabè (II) et la refondation de la société par une gouvernance vertueuse et visionnaire (III). Pendant le temps de la Transition, le Gouvernement s'attèlera à la réalisation de ces objectifs.

I- Du recouvrement de l'intégrité territoriale et de la sécurisation des populations

4- Le chef de l'État en a fait son cheval de bataille. Le recouvrement de l'intégrité territoriale est, avec la sécurisation des populations, la priorité des priorités. Le Président du Faso, chef suprême des armées, est en train de procéder à une profonde réorganisation de l'armée pour la rendre plus opérationnelle et plus efficace. L'essentiel des moyens sera orienté vers la sécurisation du territoire et des populations. Moyens matériels, et financiers, aussi bien qu'humains, culturels et spirituels. Car, si le vivre ensemble est aujourd'hui mis à mal, c'est aussi parce que, culturellement et spirituellement, la société a failli quelque part. Nous refusons parfois d'être nous-mêmes, pour nous réfugier confortablement dans la culture et la spiritualité des autres, conçues à des moments donnés de l'Histoire, pour des civilisations données, et qui sont parfois loin de nos réalités actuelles. Aucune morale de nos ancêtres, aucune spiritualité de nos ancêtres ne disent de s'en prendre aveuglément à des populations innocentes, de brûler leurs récoltes, de piller leurs biens et leur bétail, ou encore de s'en prendre à celui qui n'a pas la



même culture ou la même spiritualité que soi.

5- Bien avant la pénétration coloniale, nos ancêtres vivaient dans la cohésion sociale, malgré bien sûr quelques difficultés ponctuelles et des conflits sporadiques de moindres envergures. Nous devons donc nous ressaisir, pour transmettre nos vraies valeurs à la société. De tout temps, il a toujours existé partout des délinquants, des bandits, des hors-la-loi.

Néanmoins, si nous respectons nos valeurs, les éléments égarés seront facilement repérés, isolés, ciblés et traités comme il se doit. Il nous faut accepter d'engager une transformation de nos mentalités.

6- Le terrorisme qui nous a été imposé, et dont les failles de notre société a permis l'extension, a conduit beaucoup de nos frères et sœurs à abandonner leur terre, leur histoire, leur culture, leur famille pour se retrouver, dans le meilleur des cas, dans des centres d'accueil où ils survivent dans une situation de précarité extrême, dépendant des œuvres

de charité.

Le Burkina Faso compte actuellement environ deux millions de déplacés internes. Le Gouvernement veillera à la mise en place d'un plan de réponse et de soutien aux personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Il est d'un coût d'environ 240 milliards de F CFA, au profit de plus de trois millions de personnes.

Les personnes déplacées se trouvant dans des zones d'accès difficile seront ravitaillées par des opérations spéciales terrestres et aériennes, dans la collaboration entre civils et militaires.

7- En outre, le 9 novembre dernier, un Plan opérationnel d'appui à la campagne agricole de saison sèche 2022-2023 a été adopté. Il est d'un montant global d'environ 11 milliards F CFA pour 60 000 tonnes de céréales et 20 000 tonnes de produits maraîchers attendues. Des intrants et des équipements seront accordés aux producteurs en général, et aux personnes déplacées internes en particulier. Aussi, l'Académie Nationale des Sciences, des Arts et des

Lettres du Burkina Faso (ANSAL-BF) a mené une étude sur un projet de sécurité alimentaire à court, moyen et long terme. A court terme, ce projet prend en compte le volet production de céréales et de protéines animales. D'un coût initial de 11 milliards, il devrait permettre de couvrir les besoins en céréales de 110 000 tonnes des personnes déplacés internes selon l'étude, sur la période des 6 mois à venir.

Aussi, des projets de redressement de la filière avicole fortement touchée par la grippe aviaire et le terrorisme sont en cours d'élaboration.

8- L'insécurité n'est pas seulement celle causée par le terrorisme. Elle existe aussi dans nos cités, dans les rues, dans les familles. Elle provient aussi d'un mauvais encadrement ou d'un manque d'encadrement des individus et de la société. Combien d'accidents de la route auraient pu être évités, des mutilations épargnées, et des vies sauvées si chacun respectait simplement le code de la route ? Le Gouvernement veillera à une meilleure appropriation du code de la route par les citoyens et à une application rigoureuse des différents

textes encadrant la circulation routière.

9- La délinquance juvénile dans les cités a pris de l'ampleur ces dernières années. Paraître irrespectueux, est devenu la norme dans certains milieux. De tels comportements, s'ils ne sont pas jugulés, peuvent finir par nourrir le grand banditisme et le terrorisme, car ils favorisent les infractions aux normes sociales. L'État ne peut pas intervenir dans chaque famille, mais l'État peut veiller à éradiquer l'incivisme dans les cités et les espaces publics. Le Gouvernement y veillera à travers une gouvernance axée sur l'exemplarité mais aussi sur les récompenses et sanctions.

10- Pour la restauration de la paix et de la cohésion sociale, je vous demande donc de réfléchir sur les textes que vous serez amenés à proposer ou à adopter, afin qu'ils soient conformes aux aspirations de paix et de stabilité morale et spirituelle de notre peuple. Je vous demande de ne pas tarir d'initiatives et d'imagination quant aux propositions pertinentes allant dans ce sens.

II- Du bien-être des Burkinabè

11- La paix sans le développement est une paix fragile. Elle pourrait être perturbée par n'importe quel événement, si insignifiant soit-il. La cohésion sociale sans le bien-être est également fragile. Une société ne peut être en harmonie que si chaque élément de la société s'y épanouit en fonction de ses aspirations. Le bien-être est donc au cœur de la vie sociale. Le Gouvernement veillera donc sur ce point par des mesures concrètes, incitatives et d'orientation. Nous ne pouvons pas assurer le bien-être de la majorité si nous fermons les yeux à nos réalités, tout en les gardant grand-ouverts sur celles des autres. C'est dans la prise en compte de nos potentialités que nous serons à même de construire une société harmonieuse avec la participation de tous. Le Gouvernement encouragera par conséquent la production nationale et la consommation des produits locaux. Ce qui ouvrira des perspectives plus heureuses à nos producteurs, nos ingénieurs, nos artisans, nos restaurateurs, tout en stimulant leur ingéniosité et leur créativité.

A) L'agriculture

12- Le coton que nous produisons en abondance est pour l'essentiel destiné à l'exportation sans une réelle valeur ajoutée. Pendant ce temps, les vêtements que nous portons proviennent essentiellement de l'étranger, quand bien même ils n'ont pas toujours autant de qualité que ceux que nous livrent nos couturiers avec la cotonnade locale. Pour paraphraser le Président Thomas Sankara, je dirai que les vêtements que je porte ici sont le fruit de nos producteurs de coton, de nos tisserands et de nos couturiers.

Pas un fil n'est venu de l'étranger. Je ne suis pas venu pour un défilé de mode. Je veux simplement montrer de quoi peuvent être capables nos populations, pour peu qu'on leur donne l'occasion de se réaliser. Nous pouvons ainsi donner du travail et des perspectives à nos producteurs et à nos créateurs. Le Gouvernement encouragera donc le port généralisé du faso dan fani et son adoption dans les uniformes scolaires, militaires et hôteliers, de même que dans les agences de tourisme et pour les guides touristiques.

13- Le Burkina Faso produit des fruits et des céréales qui, faute de moyens adéquats de conservation, périssent pendant la période des récoltes, ou sont bradés à des spéculateurs sans scrupule qui, pour les céréales, les revendent à prix d'or pendant la période de soudure.

Il s'agira donc, dans un premier temps d'innover dans la recherche de moyens de conservation, et dans un deuxième temps de mettre en place des ateliers ou des unités de transformation des produits agricoles et maraîchers. Des instructions ont déjà été données dans ce sens.

B) L'élevage

14- Le Burkina Faso est l'un des grands pourvoyeurs de bétail dans la sous-région. Est-il raisonnable que les pays côtiers achètent le bétail du Burkina Faso, alors même que la viande y est vendue pratiquement au même prix qu'au Burkina, et de surcroît de meilleure qualité ? Décidément, quelque chose doit être fait dans ce domaine. Il nous faudra penser à limiter la sortie du territoire du bétail sur pieds.

Ce qui mettra à la disposition de nos popula-

tions de la viande de meilleure qualité pour l'alimentation, tout en mettant à la disposition des artisans et des ateliers de tannage, de la peau de qualité en abondance pour l'artisanat et l'industrie du cuir.

15- La sortie massive du bétail sur pieds ne favorise pas une articulation heureuse entre l'agriculture et l'élevage. C'est cette articulation qui, en Mésopotamie, a été à l'origine de la civilisation actuelle il y a près de dix mille ans. Après l'avènement de l'agriculture, la domestication des animaux de trait a permis l'invention de la charrue, de la roue, de la charrette, et plus tard du carrosse et de la voiture automobile. L'amélioration de la production agricole par l'usage de la charrue a permis l'accumulation qui allait donner naissance aux premiers ateliers de transformation.

16- Ici au Burkina, nous importons des tricycles pour le petit transport, alors même que nous ne produisons ni ne raffinons du pétrole. Sans parler des pièces de rechange qui sont toutes importées.

C'est autant d'argent transféré à l'étranger, pour aller contribuer à construire d'autres pays au détriment du nôtre. Pour réduire cette extraversion économique, nous devons urgemment stimuler l'innovation et la recherche afin de mettre les bases d'un développement industriel créateur de valeur ajoutée et d'emplois. N'ayons pas peur d'oser. Bien au contraire, selon les termes du Président Thomas Sankara, osons inventer l'avenir.

17- L'abondance du lait suscitera nécessairement la consommation locale, et poussera à la mise en place d'unités de conservation et de transformation. Si le yaourt et le fromage ne sont pas dans les habitudes alimentaires des Burkinabè, c'est parce qu'ils ne sont pas produits en quantité suffisante et à prix abordables. Qui aurait su, en 1980, que le haricot vert et la pomme de terre feraient maintenant partie des habitudes alimentaires des Burkinabè, du moins des citadins ?

Pour cela, il a fallu la politique volontariste du Conseil national de la Révolution sous le leadership du Président Thomas Sankara. Les dés de notre avenir sont entre nos mains, à nous de savoir jouer. Dans la mesure des moyens de l'État, tout sera proposé, rien ne sera imposé. Il s'agira de favoriser l'éclosion des op-

portunités pour ceux qui veulent se battre.

18- Le conflit russo-ukrainien a mis en exergue la dépendance de l'Afrique dans l'approvisionnement en engrais et sur certains produits alimentaires de grande consommation tels que le blé. Il est donc temps d'explorer nos potentialités locales pour sécuriser, dans la mesure du possible, nos besoins en intrants agricoles mais aussi de remettre la question de l'autosuffisance alimentaire dans les objectifs de court terme à atteindre dans le cadre de nos politiques agricoles.

C) Les infrastructures routières et ferroviaires

19- La route du développement passe par le développement de la route. Dans l'histoire de l'humanité, ce sont les voies de communication qui ont été à la base de l'essor des civilisations. Dans la Haute Antiquité, la maîtrise de la mer a permis aux Phéniciens de dominer la Méditerranée. Si Christophe Colomb a pu aller jusqu'en Amérique, c'est à l'aide de bateaux puissants et d'une certaine maîtrise de la navigation.

À l'inverse, si l'Afrique noire est restée longtemps isolée, en marge de l'évolution, c'est surtout par manque de routes et de moyens de communication. Avant la pénétration coloniale, en dehors des pistes qui s'évanouissaient parfois pendant les saisons pluvieuses, il n'existait aucune route digne de ce nom. De sorte que très souvent, les sociétés africaines elles-mêmes, en dehors du voisinage immédiat, s'ignoraient et ne pouvaient bénéficier des expériences des unes et des autres. À cent kilomètres près, c'était parfois l'inconnu.

20- Les Romains qui avaient compris l'importance des routes, avaient fait des voies de communication leur priorité. L'ancien empire romain est ainsi parsemé de route qui, plus de deux mille ans après, ont su résister au temps. La route permet d'aller chercher l'eau, la nourriture, l'instruction, la santé, la sagesse. Elle a aussi malheureusement permis les conquêtes et les dominations. C'est donc dire que plus que l'éducation et la santé, elle est fondamentale dans l'évolution des sociétés. Francisco Pizarro, le conquérant espagnol qui a donné le coup d'envoi de la conquête des Amériques, ne savait ni lire ni écrire. Il avait simplement la maîtrise des mers.

21- C'est donc naturellement qu'une importance particulière sera accordée aux voies de communication. Il sera question de réanimer le projet de construction du chemin de fer Accra-Ouagadougou. Nous essayerons aussi d'entreprendre, en partenariat avec le Mali, des études de faisabilité d'une ligne de chemin de fer Bobo-Dioulasso-Sikasso-Bamako.

Dans le domaine routier, la priorité sera donnée à la construction de routes logistiques importantes dans les zones sous pression terroriste notamment au Nord, dans la Boucle du Mouhoun et à l'Est du pays pour permettre aux forces combattantes de traquer facilement l'ennemi tout en renforçant le désenclavement de ces zones. Si les ressources le permettent, une importance particulière sera donnée à l'entretien routier, au bitumage de routes interurbaines et à l'amélioration des routes urbaines, principalement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

D) La santé

22- Dans le domaine de la santé, il sera question, dans un premier temps de limiter autant que possible les évacuations sanitaires au frais de l'État, en espérant les supprimer dans un deuxième temps. Si notre système de santé n'évolue pas significativement, c'est en partie parce que les dirigeants de ce pays n'en sont pas dépendants. Au moindre mal, ils savent qu'ils peuvent bénéficier d'une évacuation sanitaire. Ce qui crée un système de santé publique à double vitesse. L'un pour les pontifes de l'État, l'autre pour la plèbe.

Quand tout le monde sera soumis au même système de santé, sans doute que des voies et moyens seront davantage explorés pour construire un système de santé performant pour tous.

E) L'éducation

23- L'enseignement devra faire place à l'éducation. Le système actuel est un système désincarné, un système d'enseignement sans éducation. L'enseignant se contente de transmettre froidement des connaissances à l'élève sans se soucier ni du contenu de l'enseignement, ni de la personnalité de l'élève, ni de ce qu'il pourrait faire de l'enseignement reçu. Nous devons veiller à ce que les écoles de

formation des enseignants innovent de manière à ce que ceux qui en sortent soient dotés des prérequis nécessaires, non seulement pour l'enseignement, mais surtout pour la formation du citoyen de demain, utile pour la société et pour la nation.

24- Pour adapter l'enseignement à la réalité de l'emploi, il convient d'introduire, à partir du cours moyen, une initiation à l'agriculture, à l'élevage, au tissage et à la cuisine. Et à partir de la classe de quatrième une initiation à la mécanique, à l'informatique, à la maçonnerie, à la menuiserie, à la couture, à la peinture, au théâtre, à la musique.

De sorte que l'élève qui quitte les bancs au CM2 puisse facilement s'insérer et réussir dans le milieu rural. Et celui qui quitte la classe de 3ème, s'il ne veut pas ou ne peut pas continuer au second cycle de l'enseignement général, puisse s'orienter dans la formation technique ou professionnelle de son choix, ou s'insérer avec succès dans la vie active.

F)- La culture

25- Qui ne sait pas d'où il vient, ne saura aller nulle part. Si aujourd'hui des jeunes sont prêts à braver tous les périls pour espérer une vie meilleure en Europe, au risque de périr dans le désert ou dans la mer, ce n'est pas toujours pour des raisons politiques, sécuritaires ou même économiques.

C'est parfois en partie parce qu'ils n'ont plus de repère, ils ne sont plus fiers de ce qu'ils sont, alors ils regardent ailleurs. Ils ont le mal de l'âme, résultat d'un défaut d'ancrage culturel et spirituel. Sans tomber dans le chauvinisme, le Gouvernement veillera à encourager l'éclosion et l'émancipation des cultures locales et l'appropriation de leur propre culture par les citoyens.

Chaque Burkinabè devra se sentir fier de sa culture et fier d'être Burkinabè. La courte durée de la période de Transition cumulée à la lutte contre le terrorisme ne permet pas d'engager de grands chantiers qui auraient consisté à retrouver la vraie signification des noms de famille et des noms des villes et des villages qui sont de vrais socles culturels qui nous rattachent à notre histoire. Mais cela devra nécessairement faire l'objet des combats futurs.

G) Le sport

26- Le contexte actuel est favorable au développement du sport. Les jeunes qui vont se faire enrôler comme volontaires pour la défense de la patrie (V.D.P.) y trouveront l'occasion de donner un plein épanouissement à leur corps et à leur volonté de dépassement de soi. En outre, le Gouvernement entend encourager les activités culturelles et sportives dans les quartiers et les villages.

H) De l'organisation sociale

27- Pour un meilleur encadrement de la société, il sera fait appel aux citoyens de mettre en place des comités locaux de veille et de développement (C.L.V.D.) qui leur permettront de prendre en main leur destin à la base. Chacun devra se sentir concerné à la fois par le sort de sa localité et par celui de la nation, et être solidaire de son voisin. L'État ne peut pas grand-chose sans la participation des citoyens.

Les comités locaux seront le creuset dans lequel les citoyens, dans un cadre de proximité, débattront de leurs préoccupations et définiront les orientations à suivre.

III- De la refondation de la société

Il ne saurait y avoir de cohésion sociale dans une société gangrénée par la corruption (A), une spéculation foncière non encadrée (B) et une gouvernance inadaptée (C).

A) La lutte contre la corruption

28- La corruption détruit le tissu social. Elle crée des inégalités qui ne trouvent pas leurs justifications dans l'application des lois. La corruption permet l'enrichissement facile des uns et suscite la frustration des autres. Les intrigues et l'arrogance des corrupteurs sont une menace pour la cohésion sociale. C'est donc avec vigueur que le Gouvernement s'attaquera à ce phénomène.

La digitalisation des procédures sera un moyen efficace de lutte contre la corruption. Des instructions seront données pour que les tiroirs soient vidés des dossiers litigieux et pour que justice se fasse. Toute personne ayant connaissance d'un fait de corruption établi est

invitée à le porter à la connaissance des autorités compétentes. Des dispositions seront prises pour dynamiser davantage les pôles judiciaires spécialisées dans la lutte contre les crimes économiques et contre le terrorisme.

B) La lutte contre la spéculation foncière

29- Ces dernières années la spéculation foncière a pris une ampleur considérable en milieu urbain, et surtout en milieu rural. Sans un encadrement dans ce domaine, la société court le risque d'une violente implosion. C'est pourquoi un recensement sera fait afin d'y mettre de l'ordre. Dans ce domaine également, les premières actions porteront sur l'accélération de la digitalisation du foncier afin d'y apporter la transparence et cela permettra un recensement plus précis des parcelles, et la détection des éventuelles anomalies, tant dans les attributions que dans les acquisitions.

En outre la digitalisation permettra d'avoir une transparence sur le cadastre fiscal et l'application de la fiscalité sur les propriétés bâties et non bâties sera un début de solution contre la spéculation foncière et immobilière. Une étude sera également engagée pour étudier l'éventualité de fixer un prix plafond pour les parcelles à usage d'habitation. Cela jouera non seulement sur le prix d'achat des parcelles, mais aussi, par ricochet, sur le coût des loyers à usage d'habitation. Ce qui permettra de soulager les petits revenus qui peinent à trouver un logement décent dans les centres urbains.

C) De la gouvernance

30- Outre l'éducation à la citoyenneté et la lutte contre la corruption, il nous faut repenser notre système politique. Si nos ancêtres ont connu des siècles de stabilité politique, c'est bien parce que leur système politique était conforme à leur histoire, à leur culture, à leurs aspirations. Les sociétés occidentales, après des hésitations, des remises en cause, des interrogations, sont enfin parvenues à construire des systèmes politiques adaptés à leurs contextes. Pourquoi voulons-nous appliquer littéralement chez nous un système politique conçu pour les sociétés occidentales et espérer avoir une stabilité politique ? Notre société

a-t-elle la même histoire que les sociétés occidentales ? A-t-elle la même culture et les mêmes aspirations ?

31- C'est le lieu de relever la paresse et l'arrogance de nos intellectuels qui, non seulement n'ont pas été en mesure de remettre en question un tel état de choses, mais poussent parfois le ridicule jusqu'à se targuer d'être des spécialistes d'un système sans aucun rapport avec la société dans laquelle ils vivent. Que valent la Constitution et le droit constitutionnel français pour au moins quatre-vingt pour cent (80%) des Burkinabè ? Nous devons nous ressaisir. Si nous refusons de concevoir un système politique adapté à nos réalités, dont la stabilité sera garantie par la population qui s'y reconnaîtra, il nous faudra alors nous résoudre à accepter de tourner en rond pour longtemps encore.

32- Mon Gouvernement, si le temps le permet, essaiera de mettre en chantier l'élaboration d'une Constitution innovante fondée sur nos réalités historiques, culturelles et sociales. On vous dira que c'est difficile, mais tout est difficile pour celui qui refuse d'agir. On vous dira même que c'est impossible dans un pays qui compte une soixantaine d'ethnies. Mais, nous sommes des combattants de l'impossible. Quand les ancêtres des Mōse sont arrivés sur ce territoire il y a de cela plusieurs siècles, ils ont su concevoir un système politique qui leur a permis de vivre en harmonie avec les diverses populations autochtones et limitrophes. Pourquoi ne le pourrions-nous pas maintenant ? Osons inventer l'avenir.

33- Nous demeurons convaincus qu'une décentralisation effective fera davantage prendre conscience aux citoyens que leur destin leur appartient. La gouvernance de proximité est un puissant stimulant pour le développement local.

34- Sans une décentralisation effective, la vie sera impossible à Ouagadougou qui, vu l'accroissement continu de la ville, connaîtra de sérieux problèmes d'approvisionnement en eau, mais aussi de voirie, d'électricité, d'assainissement et de sécurité publique.

35- En attendant, mon Gouvernement est déjà engagé dans la réduction du train de vie de

l'État. La rémunération des hautes personnalités de l'État a été revue à la baisse. Pour le mois de novembre, les ministres ont décidé de céder la moitié de leur salaire pour soutenir les personnes déplacées dans le besoin. Le chef de l'État, le capitaine Ibrahim Traoré, renonce à tous les avantages financiers liés à sa fonction pour ne conserver que son salaire de capitaine de l'armée. Il sera fait appel, à travers des fonds qui seront mis en place, à la contribution de toutes les âmes de bonne volonté qui voudront contribuer à soulager la souffrance des démunis, et à la construction de la patrie.

36- Des études sont en cours pour une meilleure gestion du parc automobile de l'État, y compris celui des membres du Gouvernement. Si le temps le permet, mon Gouvernement engagera les démarches nécessaires pour une rémunération plus équitable des agents de l'État, et pour une meilleure redistribution des ressources du pays. D'ores et déjà, le Gouvernement travaille à la maîtrise de l'inflation et de l'évolution de la dette publique, et à l'amélioration du recouvrement fiscal.

Un projet de loi sur la neutralité de l'Administration est en préparation pour être soumis à votre appréciation. Cela donnera une base légale à l'avènement d'une Administration débarrassée des considérations politiques et partisans. Mon Gouvernement s'attèlera à l'organisation d'élections libres et transparentes pour qu'à l'issue de la période de transition, ceux que le peuple aura désignés reprennent le flambeau de la construction de la patrie avec la pleine confiance de leurs compatriotes.

D) La politique étrangère

37- Le Burkina Faso reste un pays ami pour tous les pays qui acceptent son amitié. Notre ambition est de renforcer les liens d'amitié avec tous les pays pour le bonheur des peuples qui ne cherchent qu'à mieux se connaître. Nous attendons cependant de chacun de nos partenaires qu'il soit loyal avec nous. Nous souhaitons donc une coopération sincère et franche. Nous pensons, peut-être à tort, que certains partenaires n'ont pas toujours été loyaux.

Comment comprendre que le terrorisme gangrène notre pays depuis 2015, dans l'indiffé-

rence, si ce n'est avec la complicité de certains de nos prétendus partenaires. Où trouvent-ils les armes, les munitions, le carburant, l'argent qu'ils ont à profusion ? Comment des pays qui ont le contrôle de l'espace, avec des moyens modernes de détection, ne peuvent-ils pas, s'ils sont nos vrais amis, nous donner les renseignements nécessaires sur les agissements et les mouvements de ces terroristes ?

38- C'est alors que la question se pose. N'avons-nous pas été jusque-là trop naïfs dans nos relations avec nos partenaires ? Sans doute. Une introspection s'impose. Nous essayerons, autant que possible, de diversifier nos relations de partenariat jusqu'à trouver la bonne formule pour les intérêts du Burkina Faso.

Mais, il ne sera pas question de nous laisser dominer par un partenaire, qui qu'il soit. Dans la lutte contre le terrorisme, il revient aux Burkinabè, et à eux seuls, de défendre leur patrie en danger. Avec bien sûr le soutien bienveillant de tous ceux qui voudront nous accompagner. C'est pourquoi il a été lancé le recrutement de cinquante mille volontaires pour la défense de la patrie (V.D.P.)

39- La réorganisation de l'armée est en cours. Elle sera opérée en profondeur et des audits ont déjà été ordonnés et seront menés sur la gestion de l'armée au cours de ces dernières années. Des acquisitions de moyens de combat terrestres et aériens ont déjà eu lieu et d'autres sont en cours.

C'est le lieu de dire merci à des partenaires voisins qui ont facilité ces acquisitions et qui continuent de nous soutenir. La coopération avec les pays limitrophes va se renforcer et la lutte contre le terrorisme sera au cœur de cette coopération. D'autres mesures complémentaires et d'accompagnement suivront. Nous restons convaincus que les Burkinabè sont en mesure de défendre leur pays, pour peu qu'ils aient l'encadrement et les moyens nécessaires.

40- La situation actuelle révèle la fragilité de nos États pris isolément. Nous sommes donc convaincus qu'il nous faut encore et toujours oser inventer l'avenir. Certains de nos prédécesseurs, comme Kwamé Nkrumah notamment, ont souhaité la mise en place des États-Unis d'Afrique. D'autres, comme Léopold

Sédar Senghor, ont voulu commencer par un regroupement des anciens pays de l'Afrique occidentale française (A.O.F.). Cela a donné naissance à l'éphémère Fédération du Mali. Les mentalités peut-être n'étaient pas préparées.

Peut-être faut-il aussi questionner les méthodes. Ces échecs ne doivent pas être pour nous un motif de découragement. Avant de bien marcher, l'enfant tombe plusieurs fois. Nous pensons que notre jeunesse est plus instruite et mieux formée pour comprendre les enjeux actuels. Nous esquisserons donc à l'endroit de nos voisins immédiats, des rapprochements en vue de jeter les bases de l'avènement d'un État fédéral en Afrique de l'Ouest incluant le Burkina Faso. Nous ne sommes pas sûrs de réussir, nous aurons au moins essayé. Osons inventer l'avenir.

Conclusion

Excellence ! Mesdames et messieurs les députés,

41- Les chantiers sont immenses et urgents. Ce que le temps de la Transition ne nous aura pas permis de réaliser, nous osons croire que l'équipe qui viendra après s'inscrira dans la même dynamique pour parachever la construction du Burkina Faso nouveau.

42- Mettre fin au terrorisme au Burkina Faso, recouvrer l'intégrité territoriale du Burkina Faso, améliorer la qualité de vie des Burkinabè, refonder la société burkinabè, redonner la fierté et la dignité aux Burkinabè est un combat pour lequel, le Président Ibrahim Traoré en tout premier lieu, et moi-même, sommes engagés pour la victoire ou la mort. Martin Luther King Jr disait qu'une personne qui n'a pas trouvé un idéal pour lequel il veuille bien mourir, a perdu le sens de sa vie. Notre idéal est ainsi défini. Nous pensons que nous pouvons y arriver dans un mouvement d'ensemble, dans la paix et la fraternité.

La Patrie ou la mort nous Vaincrons.
Je vous remercie pour votre attention.

Le Premier ministre
Apollinaire Joachimson KYÉLEM de TAMBÈLA
Source : Lefaso.net

Sénégal et Qatar 2022 : Jouer pour Sadio Mané... et pour l'Afrique

On se souvient encore que c'est à la suite « d'un vote controversé sur lequel flottait le parfum musqué de la corruption », selon le prestigieux tabloïd Français l'Equipe, que le Qatar a été élu à la grande surprise du monde entier pour abriter la Coupe du monde 2022. La coupe du monde de 2022, dont le budget selon la FIFA est de 449 Millions de Dollars, est une édition spéciale, surtout parce qu'elle se déroule dans un pays Arabe, musulman et dans un contexte de crise généralisée à l'échelle mondiale. Qatar 2022, en terres Arabes, c'est le choc des civilisations Occidentales et Arabo islamique.

Le pays hôte a dépensé plus de deux cent millions de dollars en dix ans, pour ce que l'on en sait, pour relever le défi.

Un pari fou d'organiser le plus grand événement de la planète dans un petit pays aux portes du désert, marqué entre autres par la question du respect des droits de l'homme. Ce qui n'empêche pas le président de la FIFA, Gianni Infantino de dire qu'on va vers « l'évènement le plus incroyable que l'humanité n'ait connu ». S'il le dit !



Le continent Africain qui a fait de grands progrès au sein de l'élite mondiale du football, sera représenté par le Ghana, Le Cameroun, le Maroc, la Tunisie et ...le Sénégal.

Le pays de la Téranga dont une des filles, en l'occurrence Fatma Samoura occupe avec talent le prestigieux poste de Secrétaire générale de l'instance faitière mondiale du foot Ball, en est à sa troisième participation. Il tentera comme les autres nations du continent qualifiées de dépasser le cap des quarts de finale, la plus grande performance de l'Afrique.

Les Sénégalais, tenaillés entre la crise économique, caractérisée par une inflation des prix de denrées alimentaires, et une stabilité politique plus que précaire, attendent avec impatience, l'entrée en lice des Lions de la Téranga.

Une bonne bouffée d'oxygène, pour distraire et mettre une note heureuse dans la grisaille ambiante, malgré le forfait de la star mondiale Sadio Mané sociétaire du Bayern de Munich.

Le forfait de l'enfant de Bambali a touché tous les Sénégalais, sans exception, qui s'en ont donné à cœur joie dans les commentaires. Aussi, son ombre a plané lors de la remise du

drapeau par le président Macky Sall, qui dira à son endroit, après lui avoir exprimé le soutien du peuple sénégalais : « mes pensées vont au Nanthio, cher Sadio si tu as raté cette campagne d'autres batailles t'attendent...où nous aurons besoin de toi... »

En effet l'officialisation du forfait du patron des Lions a développé une pathologie de la Sadiomania, et plongé les sénégalais dans une grande désolation, pour lui, pour les Lions qui vont devoir se passer de ses buts et passes décisives, et simplement de son aura et son influence.

Qatar 2022 sans Sadio ? La tâche risque d'être plus rude pour les Lions qui portent l'espoir de tout un continent, et qui ne doivent pas faire moins que leurs devanciers. Mieux, les sénégalais caressent le fou doux rêve d'un...sacre ! Pourquoi pas ? Beaucoup de sueurs, des circonstances favorables, un coup de génie...et le secret impénétrable du destin. Bref.

Faisant bon cœur, contre mauvaise fortune, le professeur de droit Abdoulaye Sakho rassure les sénégalais en leur rappelant que, à quelque chose, malheur est bon.

Ainsi dira-t-il, c'est parce que feu Matar Niang attaquant des Lions en 1968, au sommet de son art, a été forfait, lors d'un match de qualification pour Asmara, que le feu follet Yatma Diop du Diaraf s'est révélé à nous, en explosant lors de cette compétition. Dans cette occurrence, c'est bien l'absence de Dame Ndoye et Papis Demba Cissé, pour la présélection des Jeux Olympiques de 1972 qui a révélé Moussa Konaté et un certain.... Sadio Mané.

Le Sénégal, se rend donc au Qatar, avec son statut de Champion d'Afrique, et un rang de 18^{ème} au classement mondial de la FIFA, portés



par une cohorte de joueurs venant tous des plus grands clubs des championnats les plus relevés du monde. Une constellation de stars comme Kalidou Coulibaly dans l'axe de Chelsea devant son compatriote et gardien de but Edouard Mendy, tous les deux parmi les meilleurs à leur poste respectif, Nampalys Mendy de Leicester où Crépin Diatta de Monaco, ou alors Bamba Dieng et Pape Gueye de Marseille.

Les Lions de la Téranga ont donc un effectif à la hauteur du défi, du moins sur le papier, et

ce n'est pas rien. Il leur faudra, selon le président de la République avec humour, « puiser dans les valeurs de Jom, de Kersa et de Fit » du peuple sénégalais, et oublier le doux Téranga, le temps de la compétition.

En remettant le drapeau du Sénégal au capitaine Koulibaly, le chef de l'Etat a rendu un vibrant hommage à Sadio Mané, galvanisé les troupes et appelé le peuple entier à faire corps avec son équipe nationale, pour aller chercher la victoire. Dans une formule devenue un leitmotiv au pays de la Téranga « Manko wutti

ndamli ».

En foulant le gazon de l'aire de jeu du stade AL THUMAMA, le Sénégal avec un taux de favori de 15% contre 62% pour la Hollande aura à cœur de jouer pour Sadio Mané...mais aussi pour tout un continent qui a soif d'un premier sacre.

Samba Moussa LY
Correspondant à Dakar





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez un grand besoin de vacances, cela se ressent dans votre travail ! Vous êtes moins réactif, plus irritable. Vous enchaînez les réprimandes de la part de vos supérieurs, rien ne va plus ! Vous avez de plus en plus de mal à vous ressaisir.

Ne jouez pas avec le feu, financièrement vous manquez encore un peu de stabilité. Attendre que votre situation se soit consolidée est raisonnable, ensuite vous pourrez vous faire plaisir. C'est une journée favorable pour vos finances.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez trouver une nouvelle activité suite à l'appui d'un collaborateur. Votre réseau est précieux et un tournant important se présente dans votre carrière. Il peut nécessiter une formation. De la positivité fait son retour dans cette journée.

Les astres vous rendent dépensier et vous ne pouvez pas empêcher la série de dépenses actuelles. Heureusement le hasard vous donne un coup de pouce pour économiser. Des amis ou des proches peuvent vous offrir des affaires pour éviter des frais inutiles.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos projets sont bien ficelés. Vous saurez les mettre en valeur et en faire une présentation flatteuse. L'inconnu ne vous fait plus peur. Vous vous sentez prêt à relever tous les défis et à les remporter ! À croire que vous avez mangé du lion !

Si vous aviez des problèmes avec votre banque, les choses s'arrangeront. Mercure et Jupiter vous donneront les ficelles pour ne plus connaître le même genre de problème. Vos comptes ne sont pas en danger, mais continuez à vous montrer rigoureux.



Lion (22 juillet - 23 août)

Un tournant professionnel mobilise beaucoup de temps et de faire des concessions. Vous amorcez un nouveau poste et l'univers change. Vous devez vivre une sorte de baptême du feu avec des personnes avec des égos importants et vous devez vous imposer parmi eux.

Puisque vous démarrez un nouveau poste, la prudence suit automatiquement. Vous ne dépensez pas ou peu pour les loisirs et privilégiez les paiements de factures ou les achats utiles pour le lieu d'habitation. Un peu de patience pour retrouver la sérénité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance est tendue, vous êtes contrarié. Vos ambitions sont freinées, vos projets sont retardés. Impatient dans l'âme, vous cherchez une solution pour atteindre vos objectifs. Mars pousse un petit coup de gueule et vous invite à revoir vos priorités.

On a l'impression qu'avec votre argent vous faites des tours de magie ! Quand il n'y en a plus, il y en a encore ! Vous abordez les problèmes au cas par cas, aujourd'hui la chance vous sourit, vous avez la possibilité d'étoffer vos revenus.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez envie d'évoluer dans un service où vous trouveriez une meilleure place et plus de reconnaissance. Du mécontentement vous anime et des recherches vers un nouveau poste démarrent. Il faut compter sur de la patience pour atteindre votre objectif.

Vous faites attention à vos dépenses, car récemment, elles ont été fortes et vous devez freiner ces pulsions d'achats. Il est conseillé de vous limiter aux achats indispensables. La prudence est toujours de mise en cette journée.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos projets prennent forme, vous recevez une aide inattendue. Vous possédez un excellent sens de l'analyse et trouverez facilement les solutions aux problèmes qui pourront se poser. L'ingéniosité est votre seconde nature !

Sous l'effet du trigone Jupiter/Mercure, vous équilibrerez parfaitement votre budget. Vous maîtrisez vos rentrées et vos dépenses. Vous saurez faire face aux frais inattendus si jamais ils se présentaient. Vous éviterez les dépenses superflues.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



Poisson (19 février - 21 mars)

Doué pour anticiper les problèmes et trouver une solution, rien ne vous arrêtera. Vous réfléchirez plus rapidement qu'à votre habitude, tout vous semblera plus clair. Par ailleurs, votre cote de sympathie est en hausse et vous donne accès à des soutiens inattendus.

Vos finances devraient s'épanouir. Sous une telle configuration astrale, l'argent arrive de manière assez conséquente. Augmentation, retour sur investissement, trop perçu, bref, une bonne nouvelle de ce côté-là, ça ne se refuse pas !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23